

RELIGION DE L'HUMANITÉ

N° 107.

L'AMOUR POUR PRINCIPE, ET L'ORDRE POUR BASE;
LE PROGRÈS POUR BUT

Vivre pour autrui

Vivre au grand jour

L'APOSTOLAT POSITIVISTE AU BRÉSIL

NEUVIÈME CIRCULAIRE ANNUELLE

Adressée à chaque coopérateur du subsidé positiviste brésilien
(ANNÉE 1889)

PAR **MIGUEL LEMOS**, DIRECTEUR

« L'ascendant nécessaire des positivistes ne peut reposer que sur une vraie supériorité de cœur, d'esprit et de caractère, supposant une préparation difficile et prescrivant une conduite personnelle, domestique et civique, toujours conforme au type normal qu'ils proclament.

« Je ne puis reconnaître pour mes vrais disciples que ceux qui, renonçant à fonder eux-mêmes une synthèse, regardent celle que j'ai construite comme essentiellement suffisante et radicalement préférable à toute autre. Leur devoir est alors de la propager et de l'appliquer; sans prétendre la critiquer ou même la perfectionner. »

AUGUSTE COMTE.

D. IS. RIBUTIO GRATUITE

ÉDITION FRANÇAISE

RIO DE JANEIRO

AU SIÈGE CENTRAL DE L'APOSTOLAT POSITIVISTE DU BRÉSIL

CHAPELLE DE L'HUMANITÉ

Rue Benjamin-Constant, 30 (Gloria)

1891

103^e année de la Grande Crise

L'APOSTOLAT POSITIVISTE AU BRÉSIL

NEUVIÈME CIRCULAIRE ANNUELLE

Adressée à chaque coopérateur du subsidé positiviste
brésilien

(ANNÉE 1889)

NOTE

L'édition portugaise de cette Circulaire comprend, parmi ses Annexes, les documents suivants qui ne se trouvent pas dans l'édition française :

Adresse au général Deodoro (en portugais).

Au Peuple et au Gouvernement de la République. Indications urgentes (idem).

La Liberté de la Presse (idem).

Pour la Fédération, État du Maranhão. Séparation de l'Église et de l'État (idem).

Lettres de MM. Miguel Lemos et R. Teixeira Mendes aux Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture donnant leur démission.

RELIGION DE L'HUMANITÉ

N° 157.

L'AMOUR POUR PRINCIPE, ET L'ORDRE POUR BASE;

LE PROGRÈS POUR BUT

Vivre pour autrui

Vivre au grand jour

L'APOSTOLAT POSITIVISTE AU BRÉSIL

NEUVIÈME CIRCULAIRE ANNUELLE

Adressée à chaque coopérateur du subsidé positiviste brésilien
(ANNÉE 1889)

PAR **MIGUEL LEMOS**, DIRECTEUR

« L'ascendant nécessaire des positivistes ne peut reposer que sur une vraie supériorité de cœur, d'esprit et de caractère, supposant une préparation difficile et prescrivant une conduite personnelle, domestique et civique, toujours conforme au type normal qu'ils proclament.

« Je ne puis reconnaître pour mes vrais disciples que ceux qui, renonçant à fonder eux-mêmes une synthèse, regardent celle que j'ai construite comme essentiellement suffisante et radicalement préférable à toute autre. Leur devoir est alors de la propager et de l'appliquer, sans prétendre la critiquer ou même la perfectionner. »

AUGUSTE COMTE.

DISTRIBUTION GRATUITE

ÉDITION FRANÇAISE

RIO DE JANEIRO

AU SIÈGE CENTRAL DE L'APOSTOLAT POSITIVISTE DU BRÉSIL

CHAPELLE DE L'HUMANITÉ

Rue Benjamin-Constant, 30 (Gloria)

—
1891

108^e année de la Grande Crise

APOSTOLAT POSITIVISTE DU BRÉSIL

SIÈGE CENTRAL : RIO DE JANEIRO, CHAPELLE DE L'HUMANITÉ,

Rue Benjamin-Constant, 50 (Gloria)

Directeur : M. Miguel Lemos. — Vice-Directeur : M. R. Teixeira Mendes

BUT

L'*Apostolat Positiviste du Brésil* a pour but la propagation et l'installation de la Religion de l'Humanité dans la République Brésilienne.

BASE MORALE

Tous les membres de l'*Apostolat* acceptent, sans aucune restriction, l'ensemble des devoirs positifs et négatifs que leur religion prescrit.

Ils prennent tous l'engagement solennel de se conduire conformément à leurs opinions et de consacrer tout leur dévouement à la solution des deux problèmes connexes, *la formation du nouveau sacerdoce et l'incorporation du prolétariat dans la société moderne*, résumé actuel de l'action positiviste.

D'une manière plus explicite, ils s'engagent :

1° A ne pas accepter de places politiques pendant la phase empirique de la transition, telle qu'elle a été définie par Auguste Comte ;

2° A ne pas exercer de fonctions didactiques dans l'enseignement officiel, supérieur ou secondaire, et à ne faire partie d'aucune association scientifique, littéraire ou même politique ;

3° A ne pas participer au journalisme, quotidien ou non, soit comme rédacteur ou collaborateur, soit comme propriétaire ou associé de toute entreprise de ce genre, et à s'abstenir d'employer ordinairement ce moyen de publicité ;

4° A ne retirer aucun profit pécuniaire de leurs écrits publics ;

5° A signer toutes leurs publications quelconques dont ils devront assumer l'entière responsabilité morale et légale (1).

BASE MATÉRIELLE

L'existence matérielle de l'*Apostolat Positiviste* repose sur le libre concours de ses membres et de tous ceux qui jugent devoir aider notre œuvre. — Il n'y pas de somme préfixée pour ce concours, chacun pouvant y participer dans la mesure de ses désirs et de ses forces.

(1) « Il faut d'abord supprimer toute entrave aux communications écrites, en réduisant la police de la presse, même affichée, à l'obligation de tout signer, complétée par l'exacte indication du domicile de chaque auteur, avec la date et le lieu de sa naissance. » (A. Comte — *Syst. de Politique Positive* tom. IV, p. 382.)

L'APOSTOLAT POSITIVISTE AU BRÉSIL

NEUVIÈME CIRCULAIRE ANNUELLE

Adressée à chaque coopérateur du subsidé positiviste brésilien

(ANNÉE 1889)

Rio, le 25 César 102 (le 15 mai 1890).

I

MONSIEUR OU MADAME,

Je dois d'abord vous prier de vouloir bien excuser le retard qu'a subi la publication de cette circulaire. J'ai été obligé souvent d'interrompre sa rédaction, soit par suite de maladie, soit surtout pour accomplir les multiples interventions rendues nécessaires par notre dernière transformation politique.

Afin de ne pas scinder l'appréciation d'événements intimement liés entre eux, je suis contraint de faire entrer dans le cadre de la présente circulaire certains

Latén d'm Mon

développements concernant les premiers mois de l'année courante.

Le fait culminant de l'évolution positiviste pendant l'année dernière nous est offert par la proclamation de la république au Brésil. L'influence de notre doctrine s'y fit sentir d'une manière si remarquable que, sous cet aspect, un tel événement n'est pas purement d'ordre national, mais revêt une importance considérable même en ce qui regarde la marche générale du positivisme en Occident.

La révolution brésilienne surprit et étonna le reste du monde, non seulement par la façon exceptionnelle dont elle fut accomplie, sans luttes civiles et sans qu'on eût exercé aucune violence contre le souverain déposé et sa famille, mais aussi parce qu'elle était complètement inattendue, grâce à la légende qu'on avait créée à l'étranger en faveur de notre empereur, et d'après laquelle il était prôné partout comme un nouveau Marc-Aurèle faisant le bonheur et la gloire de son peuple. Aussi ne pouvant comprendre les motifs réels de cette révolte éclatant dix-huit mois après l'abolition de l'esclavage, on fut porté à penser en Europe que la révolution n'était que la revanche des anciens propriétaires d'esclaves contre le libéralisme de la dynastie régnante. Mais les lecteurs de mes circulaires annuelles ne pouvaient partager une telle surprise, ni accepter une semblable explication. Ils savaient déjà que la monarchie avait chez nous ses jours comptés, qu'elle

était une institution exotique, sans racines populaires, sans appuis traditionnels, et ne répondant plus aux convictions des classes dirigeantes. Ils savaient aussi que la réputation dont jouissait notre empereur à l'étranger était tout à fait mensongère, qu'il ne possédait aucune des qualités requises par sa suprême fonction et qu'il n'avait jamais été autre chose qu'un pédant couronné, dont la seule passion était de se faire passer aux yeux du monde comme un savant universel. Les classes lettrées et scientifiques de l'Europe prirent sur elles de propager et d'accréditer cette légende au prix de quelques décorations et pour se donner la satisfaction vaniteuse d'avoir un confrère empereur.

Sans doute l'abolition de l'esclavage a hâté la chute de la monarchie, soit en vertu de la contagion régénératrice qu'une telle réforme a dû propager dans toutes les couches sociales, soit en détachant irrévocablement les classes frappées par cette réforme et leurs organes politiques du pacte tacite au moyen duquel les deux privilèges se soutenaient mutuellement. Mais des convictions monarchiques il n'y en avait pas, il ne pouvait y en avoir; ceux mêmes qui à l'heure actuelle se croient encore monarchiques ne sont que des gens dominés par le dépit de voir leurs rêves d'ambition personnelle évanouis pour toujours. La monarchie vivement pressée par l'opinion nationale et étrangère ne put ajourner davantage la grande libération. J'ai résumé dans ma précédente circulaire l'histoire de ce dénouement inévi-

table. A partir de ce moment notre royauté ne fut qu'un vain fantôme qui ne tarda pas à disparaître lorsque la force armée, déjà républicanisée dans ses éléments directeurs, retira son appui et se chargea de renvoyer dans le vieux continent la branche dynastique transplantée ici deux tiers de siècle auparavant. Cette opération fut accomplie sans qu'on entendît un seul cri de protestation, sans qu'on vit un seul bras se lever pour défendre l'institution épuisée.

D'un autre côté, le parlementarisme que D. Pedro s'était laissé imposer par les chefs de nos partis politiques, suivant une irrationnelle imitation du système anglais, et malgré une constitution qui lui conférait une entière suprématie dans la direction politique du pays, était arrivé à une irrémédiable démoralisation. La centralisation administrative et la bureaucratie avaient corrompu les mœurs publiques et maintenaient sous un joug écrasant les provinces, qui depuis longtemps réclamaient leur autonomie. Outre cela l'héritière de la couronne, malgré le rôle sympathique qu'elle avait joué, comme régente de l'Empire, lors de l'abolition légale de l'esclavage, suscitait de graves soucis à cause de ses tendances cléricales. Enfin, son mari, un prince étranger de la famille de Louis-Philippe, était complètement impopulaire. Ajoutons maintenant à ces causes négatives et secondaires, quoique plus apparentes, l'extension chaque jour plus grande de la propagande républicaine, soit dans la partie civile de la population,

soit parmi les officiers de l'armée et de la marine, soit surtout au sein de la jeunesse des écoles militaires. Dans cette pénétration croissante des aspirations républicaines une part considérable revient au positivisme, quoique le caractère organique de notre action différât essentiellement des tendances révolutionnaires de l'ensemble du mouvement.

Ces conditions étant données, il était facile de voir que la monarchie ne tarderait pas à disparaître de notre pays et de l'une des deux manières suivantes : ou elle serait éliminée à la suite d'une révolution gouvernementale semblable à celle qui mit fin à l'esclavage, ou bien elle s'effondrerait sous un conflit avec la force publique. On sait que c'est cette dernière solution qui a prévalu. De profonds mécontentements travaillaient depuis longtemps notre armée. Pour le plus grand nombre il ne s'agissait d'abord que de réclamations concernant spécialement la classe militaire, mais une minorité intelligente et dévouée, à la tête de laquelle se trouvait la jeunesse des écoles militaires, ne s'attardait pas à ce point de vue étroit et égoïste. Elle était convaincue qu'il fallait changer tout à fait le système politique en vigueur. A la tête du premier groupe se trouvait un général plein de services et jouissant dans l'armée d'une grande popularité. A la tête du second surgit un professeur éminent de l'école militaire de Rio, entouré d'une ardente vénération de la part de ses élèves et exerçant sur eux une invincible autorité. La

question était donc de savoir, si l'on ferait un simple *pronunciamento* pour chasser les ministres en fonction et imposer à l'empereur le redressement des griefs particuliers de l'armée, ou si l'on ferait tout d'un coup la république, au nom des griefs communs à toutes les classes et pour donner satisfaction aux nécessités du présent et de l'avenir. M. Benjamin Constant Botelho de Magalhães, l'éminent professeur dont je viens de parler, réussit à convertir le général Deodoro da Fonseca, et l'adhésion de celui-ci entraîna le reste de l'armée. C'est là le grand mérite, l'immortel titre de M. Benjamin Constant à la reconnaissance de la Postérité. Sa grande élévation morale lui fit aussitôt reconnaître qu'une simple sédition militaire n'eût été qu'une honte pour notre patrie et eût entraîné les plus grands malheurs. Ne pouvant écarter le conflit, il prit la conduite de l'insurrection pour la diriger et la transformer. Ce fut lui qui prépara et organisa le soulèvement qui, par des causes accidentelles, éclata quelques jours avant la date convenue. Le général Deodoro assura la victoire par sa présence à la tête des troupes, mais c'est M. Benjamin Constant qui fonda la nouvelle république. Sans doute ce n'est pas nous qui ferons l'éloge des procédés insurrectionnels, mais étant donnée l'imminence de la collision que rien n'aurait pu éviter, nous devons honorer le patriote qui sut imprimer à la révolte un caractère de régénération civique et éloigner de nous les horreurs d'une lutte sanglante.

Nous avons parlé plus haut de la part considérable qui revient au positivisme dans notre transformation républicaine. En effet, l'influence positiviste y est un fait avoué par tout le monde, sans en excepter nos adversaires qui même l'ont exagérée dans un but hostile. Mais dix années d'un apostolat persévérant et courageux, dans un milieu favorable comme le nôtre (1), ne pouvaient manquer de porter des fruits. Notre action spirituelle a été énorme ; nous avons modifié ceux-là mêmes qui sont nos ennemis. Mais c'est principalement sur la jeunesse active que l'efficacité d'une telle influence a été couronnée du plus grand succès. Grâce à notre propagande, ces jeunes cerveaux ont marché de plus en plus vers une régénération totale, par la combinaison de la science positive avec le sentiment social. Rejetant les vieilles formules révolutionnaires et démocratiques, cette jeunesse voulait la république comme le point de départ de la réorganisation sociale, sans dieu ni roi, d'après les principes établis par Auguste Comte. Ces tendances et ces aspirations dominaient surtout les élèves de nos écoles militaires. Là M. Benjamin Cons-

(1) « Il suffit d'agrandir cette appréciation (il s'agit de l'Espagne) pour sentir combien la transition organique se trouvera facilitée dans le milieu résulté de l'expansion américaine, ou même océanienne, *du double élément ibérique*. Car les dispositions spécialement favorables à l'ascendant politique et religieux du positivisme y sont autant temporelles que spirituelles. » (Auguste Comte, *Syst. de Politique Positive*, IV, 489-490).

tant se proclamait depuis de longues années disciple d'Auguste Comte et faisait entendre du haut de sa chaire de mathématique les plus chaleureuses recommandations en faveur de la nouvelle synthèse. Ainsi favorablement prédisposée par un maître qu'elle chérissait et respectait, cette jeunesse accourait empressée vers ceux qui avaient pris à tâche la propagande intégrale et fidèle du positivisme, afin de s'initier à la doctrine régénératrice. Elle puisait dans nos cours, dans nos brochures et dans nos entretiens, les solutions politiques et sociales trouvées par notre Maître, se préparant ainsi pour son rôle civique. Il faut dire encore que dans ce milieu même nous comptions des confrères dévoués qui rendirent par leur action personnelle les plus grands services. De cette manière l'impulsion trop vague émanée de M. Benjamin Constant se trouvait précisée et complétée par notre enseignement, malgré les graves divergences qui séparaient notre orthodoxie de l'adhésion incomplète de l'éminent professeur. Tandis qu'il affirmait devant ses élèves l'avènement d'un nouvel idéal et qu'il leur présentait cette puissante création du génie humain comme contenant le secret de l'avenir, nous montrions à ces jeunes gens en quoi consistait cet idéal et comment nous pourrions marcher dès à présent vers cet avenir lointain.

Par là s'explique parfaitement l'avènement de l'influence positiviste dans le nouveau gouvernement dont faisait partie M. Benjamin Constant. Mais il ne faut

pas croire que la prépondérance positiviste n'y était due qu'à cette origine. Elle s'y montra d'une manière plus directe encore dans la personne d'un autre membre du gouvernement, M. Demetrio Ribeiro, Ministre de l'Agriculture. Celui-ci était un enfant exclusif de notre propagande et il arrivait au pouvoir avec le programme positiviste à la main. Toutefois c'était M. Benjamin Constant qui avait la haute autorité et de lui allait dépendre l'issue de cette mémorable tentative.

Malheureusement, disons-le avec franchise et sans nulle intention hostile; M. Benjamin Constant n'était pas préparé pour un tel rôle politique. Très capable, par ses éminentes qualités morales et intellectuelles et par le dévouement dont il était l'objet de la part de la jeunesse militaire, de préparer et d'accomplir la révolution, telle qu'elle fut conçue et exécutée, il manquait cependant des lumières théoriques et pratiques que la situation réclamait. Son adhésion insuffisante au positivisme l'empêchait d'accepter les vues et de mettre en pratique les solutions politiques indiquées par Auguste Comte et que nous n'avions cessé de propager. D'un autre côté il ne croyait plus à l'ontologie révolutionnaire pour y chercher une direction. La politique le prit au dépourvu et il se trouva transporté tout à coup dans un monde qu'il ne connaissait guère, ayant toujours vécu en dehors de l'agitation correspondante et sans avoir eu l'occasion ni le loisir de se rendre familières les conceptions que notre Maître substitua aux

fantaisies et aux erreurs des théories démocratiques. Il faut ajouter à son honneur que son complet désintéressement personnel, sa rare modestie et son admirable magnanimité contribuèrent pour une grande part à cet avortement, en facilitant la prépondérance des éléments métaphysiques du nouveau gouvernement. Non seulement il refusa la première place le lendemain de la révolution, mais même ce fut à contre-cœur qu'il consentit à se charger d'un ministère, celui de la guerre. (1)

D'après cela il n'y a rien d'étonnant à ce que l'influence positiviste n'ait pu se maintenir longtemps dans la direction générale de la politique républicaine. Elle ne se fit sentir que pendant les deux premiers mois, c'est-à-dire, jusqu'à la retraite de M. Demetrio Ribeiro. Cette retraite annonça la prépondérance définitivement acquise par des individualités néfastes qui ne tardèrent pas à dénaturer le nouveau régime et à éteindre toute ardeur régénératrice.

Mais pendant les deux premiers mois de notre république l'action positiviste fut assez féconde et nous lui devons, outre des acquisitions secondaires, (2) l'inscrip-

(1) Il refusa ensuite d'être porté candidat au futur sénat. Il est le seul membre du ministère qui ne s'est pas fait élire pour le prochain Congrès.

(2) Je citerai, par exemple, l'usage pour la correspondance officielle de la formule, — *salut et fraternité* —, due à la révolution française et adoptée par le positivisme. Ce fut sur une indication verbale de M. Mendes au ministre intérimaire de l'agriculture, le lendemain de la révolution, que cette formule fut acceptée par

tion de la devise, *ordre et progrès*, dans le drapeau national convenablement modifié, (1) la séparation de l'Église et de l'État, (2) et le décret instituant les fêtes nationales.

Notre patrie a été ainsi la première nation de l'Occident à inscrire dans son drapeau la devise construite par Auguste Comte comme résumant le programme de la politique moderne. Quant à l'élimination de la théo-

le nouveau gouvernement, ainsi que l'usage du simple — vous — au lieu des diverses formules — *V. Excellence, V. Seigneurie*, etc; employées habituellement.

(1) Le nouveau pavillon, conçu par M. Mendes et dessiné par M. Decio Villares, fut présenté à M. Benjamin Constant qui le proposa à l'approbation de ses collègues du gouvernement. Il va sans dire que la devise — *ordre et progrès* — souleva de la part des cléricaux une opposition aussi violente qu'absurde. — M. Mendes, à la prière du ministre des Finances, écrivit pour le journal officiel une explication systématique du nouveau drapeau. Quelques jours plus tard, dans une lettre adressée au directeur de cet organe du gouvernement, il refuta les puérides critiques de nos adversaires.

(2) Cette grande mesure fut due essentiellement aux efforts persévérants de M. Demetrio Ribeiro. Au dernier moment lorsqu'il avait déjà dissipé les dernières objections et qu'on allait enfin signer cet acte important, le ministre des Finances, M. Ruy Barboza, proposa de substituer au texte du décret présenté par son collègue un autre de sa façon. M. Demetrio, par un sentiment naturel de modestie, et pour écarter toute irritation personnelle, céda; et c'est ainsi qu'au lieu d'avoir un décret rédigé d'une manière claire, précise et complète nous avons eu une pièce incomplète d'un style obscur et diffus. En effet, le décret de M. Demetrio faisait rentrer les biens des associations religieuses sous le régime du droit commun, tandis que celui qui prévalut maintenait expressément la législation spéciale relative à la main morte. Heureusement on y conserva aux fonctionnaires actuels leurs traitements. Cette mesure fut une inspiration exclusivement positiviste.

logie officielle, elle a été faite avec tous les ménagements conseillés par le positivisme, en respectant la situation matérielle des personnes et laissant à l'église catholique la jouissance des édifices publics qu'elle utilisait pour son culte et son administration.

Je dois faire remarquer ici que la séparation de l'Église et de l'État offre chez nous un caractère très différent de celui que nous présente la même situation aux États-Unis. Dans la grande république américaine cette séparation ne fut qu'une solution empirique résultée de l'impossibilité où l'on était, vu la multitude des sectes chrétiennes qui divisaient la population des treize colonies unies, d'en choisir une pour l'ériger en religion d'État. Mais la théologie chrétienne, considérée dans ses dogmes fondamentaux, resta dans le fond et dans les formes de la situation officielle. Des publicistes et des magistrats américains d'une grande réputation prétendent même que le christianisme fait partie de la *common law*, ou du moins que celle-ci contient implicitement celui-là. (1) Les conséquences pratiques qui dérivent d'un tel point de vue sont faciles à saisir. Au Brésil l'abolition de toute église officielle s'est offerte comme une solution systématique se rattachant au principe fondamental de la séparation des deux pouvoirs, spirituel et temporel. Elle a été conçue non pas comme

(1) On sait du reste que la législation locale impose l'observation de plusieurs préceptes religieux.

un compromis imposé par la coexistence de plusieurs sectes rivales, mais comme une condition essentielle de l'organisation politique propre aux sociétés modernes. L'élimination de la théologie d'État a donc été complète, même quant à son dogme fondamental, « le grand préjugé », comme l'appelait Diderot. Les croyances correspondantes ont été entièrement écartées des manifestations de la vie publique pour rester une affaire d'ordre purement privé. C'est ce que nos évêques ont très bien compris en déclarant dans une pastorale collective que nulle part ailleurs la séparation de l'Église et de l'État ne présentait ce caractère d'une complète abstention théologique qu'elle avait pris chez nous. (1)

C'est donc à juste titre que nous pouvons considérer notre patrie comme offrant, en ce qui regarde la liberté religieuse, la situation occidentale la plus avancée, outre l'incomparable liberté de discussion dont nous jouissons depuis longtemps.

La séparation de l'Église et de l'État ne tarda pas à être suivie de ses conséquences naturelles : le mariage civil et la sécularisation des cimetières publics. En ce

(1) Les observations que nous venons de faire au sujet des États-Unis sont également applicables à la Suisse. Dans ce dernier pays il y a même une plus grande confusion du religieux et du civil et dans certains cantons on restreint beaucoup la liberté des manifestations culturelles, sous prétexte de sécurité publique. Quant à la France elle est loin encore d'un état satisfaisant à cet égard, quoiqu'en dise l'optimisme chauvin de M. Laffitte, qui semble méconnaître la situation actuelle de la nation centrale et ignorer complètement ce qui se passe ailleurs.

qui regarde la première institution, l'acte civil fut d'abord déclaré indépendant de toute cérémonie religieuse, celle-ci pouvant avoir lieu avant ou après, comme l'avait proposé M. Demetrio Ribeiro. Mais on s'écarta bientôt de cette attitude normale, en rendant obligatoire la précedence de l'acte civil, sous la préoccupation inopportune d'obvier à des inconvénients dont la correction directe n'est pas du ressort du pouvoir temporel. Il suffisait à celui-ci d'avoir déclaré que pour les effets légaux la République ne reconnaissait valable que le mariage civil. La sécularisation des champs mortuaires fut incomplète, parce qu'on défendit les cimetières particuliers, malgré l'indication contraire de M. Demetrio Ribeiro. J'aurai occasion de revenir sur ce double sujet dans ma prochaine circulaire.

Il reste maintenant à compléter la séparation des deux pouvoirs par l'abolition de l'enseignement d'État, secondaire et supérieur, et par la plus entière liberté professionnelle. Nous continuons nos efforts pour obtenir ce double résultat.

Quant au décret relatif aux fêtes nationales, proposé aussi par M. Demetrio Ribeiro, il fut dû essentiellement à l'inspiration positiviste. Il suffira de le transcrire ici pour qu'on n'ait pas le moindre doute à cet égard :

« Le gouvernement provisoire de la République des États-Unis du Brésil considérant :

Que le régime républicain s'appuie sur le sentiment profond de la fraternité universelle;

Que ce sentiment ne peut se développer convenablement sans un système de fêtes publiques destinées à commémorer la continuité et la solidarité de toutes les générations humaines;

Que chaque patrie doit instituer de telles fêtes d'après les liens particuliers qui rattachent ses destinées aux destinées de tous les peuples :

Décète :

Sont considérés jours de fête nationale :

Le 1^{er} janvier, consacré à la commémoration de la fraternité universelle;

Le 21 avril, consacré à la commémoration des précurseurs de l'indépendance brésilienne, résumés en Tiradentes;

Le 2 mai, consacré à la commémoration de la découverte du Brésil;

Le 13 mai, consacré à la commémoration de la fraternité des brésiliens (1);

Le 14 juillet, consacré à la commémoration de la République, de la Liberté, et de l'Indépendance des peuples américains;

Le 7 septembre, consacré à la commémoration de l'Indépendance du Brésil;

(1) L'abolition de l'esclavage au Brésil.

Le 12 octobre, consacré à la commémoration de la découverte de l'Amérique;

Le 2 novembre, consacré à la commémoration générale des Morts;

Le 15 novembre, consacré à la commémoration de la Patrie Brésilienne. »

On remarquera qu'à l'exception seulement de celle du 1^{er} janvier, qui ne fait du reste que consacrer les mœurs occidentales, aucune de ces dates ne coïncide avec les fêtes de notre calendrier et qu'elles ne concernent que des événements locaux, sauf le 14 juillet, anniversaire de la Révolution Française. Cependant, comme le sentiment et l'esprit positivistes se montrent nettement dans ce décret, nos cléricaux le reçurent fort mal et crièrent partout que le gouvernement venait d'imposer à la population les fêtes du calendrier positiviste. C'est sans doute cette accusation mensongère qui donna lieu à la fausse nouvelle répandue en Europe que le gouvernement brésilien avait adopté le calendrier d'Auguste Comte. Mais l'imposture est ici d'autant plus révoltante que, parmi ces fêtes, la commémoration des morts se trouve rapportée au jour catholique, en respectant ainsi les mœurs établies. Les libres penseurs auraient pu crier, avec une meilleure apparence de raison, que le gouvernement voulait imposer les fêtes catholiques. Mais il n'en fut rien, tout le monde comprit, sauf les journalistes et les prêtres

cléricaux (1), qu'il ne s'agissait pas là d'imposer un culte spécial quelconque (2).

Ce décret, qui instituait la commémoration civique, de même que la devise *Ordre et Progrès* avait posé l'ensemble du programme politique, et la séparation de l'Église et de l'État inauguré l'indépendance des deux pouvoirs, fut le dernier acte important signalant l'influence positiviste au sein du gouvernement. Les rhéteurs et les politiciens allaient bientôt recommencer leurs creuses déclamations et leurs décevantes jongleries, un moment suspendues grâce au souffle régénérateur émané du positivisme, seul rival qu'ils craignaient.

Quoi qu'il en soit de la rétrogradation qui a succédé à cette phase initiale de notre république, la révolution brésilienne n'en mérite pas moins, par son caractère pacifique et par ses premiers actes, l'admiration et les applaudissements de la civilisation occidentale. Comme

(1) Je distingue toujours soigneusement *clérical* de *catholique*.

(2) On a dit et même publié que la rédaction de ce décret nous appartenait. Ceci nous oblige à un petit éclaircissement. Il est vrai que le texte primitif fut rédigé par M. Mendes, à la demande de M. Demétrio Ribeiro, mais celui-ci y fit les modifications qu'il jugea utiles. C'est ainsi qu'il supprima quelques dates et rendit multiple la commémoration concernant le 14 juillet, qui, au lieu de rester exclusivement consacré à la révolution française, comme dans le projet de M. Mendes, reçut une destination d'une complexité un peu hétérogène. Les dates supprimées, sauf celle du 10 août, consacrée à l'avènement de la République en Occident, constituaient des hommages aux nations dont les gouvernements avaient les premiers reconnu la république brésilienne.

l'a très bien dit un homme d'État Anglais, elle signale dans les transformations politiques de grands progrès accomplis par l'Humanité. On peut ajouter aussi qu'elle fut la meilleure des commémorations du centenaire de la révolution française.

Au point de vue de l'essor positiviste la révolution brésilienne est un événement unique dans le monde, car pour la première fois on a vu une transformation politique de cette importance se montrer profondément modifiée par l'influence de notre doctrine et ayant à sa tête des hommes se déclarant hautement les disciples d'Auguste Comte, et proclamant la subordination de la politique de chaque patrie aux intérêts suprêmes de l'Humanité. Le retentissement chez nous et dans tout l'Occident de cette influence supérieure a communiqué au positivisme une force d'impulsion considérable. On peut dire que grâce à la révolution du 15 novembre notre doctrine et le nom de notre Maître sont devenus populaires chez nous ; et grâce à elle aussi toutes les nations de la Terre apprirent l'avènement de la nouvelle synthèse, que notre drapeau national continue d'annoncer partout.

Ayant ainsi expliqué sommairement l'origine de notre révolution et caractérisé ses tendances générales, surtout en ce qui concerne ses affinités avec le développement du positivisme, j'indiquerai plus loin nos interventions spéciales au cours de cette mémorable période.

Les résultats que nous avons obtenus chez nous, nous font sentir plus vivement les conséquences de la stagnation que le positivisme subit en France depuis longtemps. Un tel état de choses est aussi nuisible à la grande nation centrale qu'aux autres peuples de l'Occident, dont elle est le guide. Plus nous nous développons ici et plus nous reconnaissons pratiquement combien nous dépendons de l'initiative parisienne. Malheureusement, malgré les efforts persévérants de notre cher confrère, M. Jorge Lagarrigue, Paris reste encore presque étranger à la nouvelle foi élaborée dans son sein, et la sainte cité ne connaît guère de la doctrine d'Auguste Comte que la sophistication laffittiste. Le prolétariat parisien de plus en plus travaillé par les aberrations communistes et les haines anarchiques ne semble même pas se douter qu'un philosophe français a résolu, à Paris même et depuis 1855, tous les grands problèmes d'où dépend l'incorporation des travailleurs dans la société moderne.

M. Lagarrigue, poursuivant ses efforts pour éclairer les patriotes français et les mettre en garde contre les manifestations d'un positivisme inconséquent, a publié trois nouvelles brochures, pleines d'intérêt et d'opportunité (1). Mais la défaite des chefs du mouvement anti-

(1) *Véritable opinion positiviste sur la situation politique actuelle de la France. — Les Partis actuels devant le Positivisme. — La Politique Positive et M. Jules Ferry.* Paris, 1889. Distribution gratuite.

parlementaire, en fortifiant l'ascendant du parti dominant, a ajourné encore le triomphe d'aspirations légitimes et nécessaires qui ne tarderont pas à trouver des organes plus dignes et plus capables.

Peu après une grave maladie à laquelle il faillit succomber, obligea M. Lagarrigue d'interrompre ses labeurs et d'aller chercher durant quelques mois, dans le doux climat du sud de l'Italie, des conditions plus favorables au rétablissement de sa santé presque anéantie. Heureusement il est déjà de retour à Paris, encore très faible, mais complètement guéri et recouvrant peu à peu les forces dont il a besoin pour reprendre son apostolat au sein de la grande cité.

Avant sa maladie, M. Lagarrigue mena à bonne fin la publication des lettres d'Auguste Comte à Henry Edger, annoncée dans ma précédente circulaire. Il a été assez heureux pour pouvoir y ajouter les lettres adressées vers la même époque à M. J. Metcalf, l'ami et le collègue de M. Edger (1). Cette correspondance est du plus haut intérêt. Elle renferme une foule d'inappréciables renseignements théoriques et pratiques et on y trouve des indications précieuses sur la manière de

(1) *Lettres d'Auguste Comte, Fondateur de la Religion Universelle et Premier Grand-Prêtre de l'Humanité, à Henry Edger et à M. John Metcalf.* Paris, Apostolat Positiviste. 1, Place de la Vieille-Estrapade, 1889, 401^e année de la Grande Crise. Distribution gratuite.

conduire l'apostolat positiviste dans nos patries américaines.

L'année dernière s'est signalée par la publication d'autres collections épistolaires non moins intéressantes de notre Maître. Nous avons eu d'abord un petit volume édité par M. Congrève et contenant trente lettres adressées à des positivistes anglais (1). Ensuite M. Congrève a donné une seconde édition des lettres qu'il a reçues lui-même, seize en tout (2). Finalement, M. Hutton vient de publier celles qui lui furent adressées, au nombre de quarante (3). Cet ensemble de documents est un vrai trésor pour compléter notre instruction et surtout pour y puiser de sages conseils, de nobles exemples et de sublimes inspirations pour notre conduite.

(1) Auguste Comte. *Lettres à des Positivistes Anglais*. Distribution gratuite. London, Church of Humanity, 1889. Les personnes à qui ces lettres ont été adressées sont : John Fisher, premier disciple anglais d'Auguste Comte, mort encore très jeune; M. Alexandre J. Ellis, philologue très connu, mais dont l'adhésion au positivisme n'a pas été définitive; le troisième correspondant n'y est pas nommé et j'ignore de qui il s'agit.

(2) Auguste Comte, *Lettres à Richard Congreve*. Distribution gratuite. London. Church of Humanity, 1889.

(3) *Lettres d'Auguste Comte à Henry Dix Hutton*. Distribution gratuite. Dublin, 1890. Avec un fac-simile de l'écriture d'Auguste Comte et deux appendices contenant des extraits de deux lettres échangées entre notre Maître et M^{me} Austin, et un article anonyme publié en 1858, dans le « Chamber's Journal », sous le titre : « Souvenirs personnels sur Auguste Comte. » Cet article se trouve reproduit en français dans la Notice biographique du Dr Robinet. Mais on y dit qu'il a été inséré dans un journal de Dublin appelé le « Pater Noster ».

Qu'il me soit permis d'ajouter que dans tous ces documents nous avons trouvé la sanction la plus explicite de l'attitude de soumission complète proclamée par nous dès le début et qui a réagi si profondément sur l'ensemble de l'église positiviste. Il serait trop long de rapporter ici tous les passages décisifs à ce sujet. Je me contenterai d'un seul qui se trouve dans une lettre adressée à M. Hutton, le 31 décembre 1855.

« Je ne puis reconnaître pour mes vrais disciples que ceux qui, renonçant à fonder eux-mêmes une synthèse, regardent celle que j'ai construite comme essentiellement suffisante et radicalement préférable à toute autre. Leur devoir est alors de la propager et de l'appliquer, sans prétendre la critiquer ou même la perfectionner. »

Désormais je joindrai ce passage aux épigraphes habituelles de mes circulaires annuelles, car il achève de définir le véritable esprit de l'apostolat que nous poursuivons.

Je dois signaler maintenant une lettre publique adressée par notre éminent confrère de Marseille, M. le docteur Audiffrent, à M. Drumont, l'auteur bien connu de la *France Juive* (1). Tout en rendant hommage au talent et au courage de l'écrivain, notre confrère a fait

(1) A M. Drumont, auteur de la « *France Juive* » et de la « *Fin d'un Monde* », par le Dr G. Audiffrent. Paris, H. Welter, 1889.

ressortir l'étroitesse du point de vue anti-sémitique. Il a fait voir qu'il ne suffit pas de dissoudre la plutocratie juive pour trouver la solution du problème moderne, mais que pour écarter les difficultés de notre époque il est nécessaire de renouveler la source religieuse de la vie humaine : or, le positivisme a accompli une telle reconstruction et il ne reste aux catholiques voulant sincèrement le rétablissement de la paix sociale qu'à fonder avec nous cette ligue morale conçue par Auguste Comte contre l'irréligion.

M. Drumont sera-t-il capable d'entendre cet appel et de faire cause commune avec ceux qui, dédaignant une critique déjà épuisée, veulent sérieusement reconstruire l'ordre social ? On pourrait en douter à en juger par l'accueil froidement stérile qu'il fit à une lettre que M. Lagarrigue lui écrivit vers la même époque, lui annonçant la nouvelle synthèse et le conviant à l'étudier et à s'y rallier.

M. Congreve, après une grave maladie dont il a heureusement triomphé, a repris son digne ministère dans la métropole britannique. Il vient de publier, avec la collaboration de M. Donkin, une traduction anglaise de *l'Appel aux Conservateurs* (1). Cet immortel opuscule

(1) *Appeal to Conservatives*, by Auguste Comte. Joint translators: T. C. Donkin and Richard Congreve. London, 1889.

trop peu lu jusqu'ici ne tardera pas à conquérir la place qui lui fut assignée par son auteur, à mesure que les hommes politiques de l'Occident chercheront des inspirations dans le positivisme. Les derniers événements dont notre patrie a été le théâtre rendent très opportune une traduction portugaise de cet ouvrage. J'ai déjà commencé ce travail.

J'ai reçu de M. Henry Crompton le discours qu'il a prononcé, à la place de M. Congrève, empêché par sa maladie, le 1^{er} Moïse à Chapel Street (1).

Nous avons reçu aussi le discours prononcé le même jour à Newcastle-on-Tyne, par notre sympathique confrère, M. Malcolm Quin (2), qui nous a aussi envoyé une lettre publiée dans un journal de la même ville, où il expose dans un langage plein de franchise et de dignité les motifs qui comme positiviste l'empêchaient de prendre part à un déjeuner public en l'honneur des promoteurs de certaines tentatives ayant pour but d'angliciser de plus en plus les populations de l'Inde britannique.

Notre cher confrère du Chili, M. J.-E. Lagarrigue a

(1) *Religion of Humanity. Sermon delivered at the Church of Humanity on the Festival of Humanity, 4 Moses 101 (January, 1889)*, by Henry Crompton : *The Western Revolution*. London, 1889.

(2) *Positivism and the Religious Revolution*, by Malcolm Quin. Newcastle-on-Tyne, 1889. — J'ai reçu en outre de M. Quin une petite plaquette avec ce titre : *The New Religion*. Tract. n° 1. N C. on Tyne, 1888.

continué ses efforts pour faire pénétrer en Espagne la nouvelle synthèse. L'année dernière il a adressé deux lettres publiques à Madame Pardo Bazan, l'une des célébrités contemporaines de la littérature espagnole (1). Dans la seconde de ces lettres il a consacré une page à l'appréciation de l'influence positiviste dans la révolution brésilienne. On trouvera plus loin la reproduction de ce morceau (2).

Outre ces deux lettres M. J.-E. Lagarrigue a publié une courte réponse à des critiques suscitées par sa lettre à M. Juan Valera dont j'ai fait mention dans ma précédente circulaire (3).

Parmi les publications surgies en dehors du milieu positiviste, mais qui nous intéressent à plus d'un titre, je signalerai en premier lieu un remarquable article de M. Henri Aimel, paru dans la « Nouvelle Revue », sous le titre : *Auguste Comte et Clotilde de Vaux*. C'est une appréciation aussi élevée que sympathique des rapports personnels des deux fondateurs de la Religion Universelle, d'après leur correspondance. Tous les positivistes doivent lire cette intéressante étude, et constater

(1) *Carta à la Senora Dona Emilia Pardo Bazan*, por Juan Enrique Lagarrigue. Santiago de Chile, 1889. — *Segunda Carta*. Ibid. 1889.

(2) Voir l'annexe C.

(3) *Carta al Sr. D. Zorobabel Rodriguez*, por Juan Enrique Lagarrigue. Santiago du Chili, 1889.

par là qu'on commence à comprendre et à glorifier en dehors de notre église cette incomparable liaison. C'est pourquoi je reproduis l'article de M. Aimel à la suite de cette circulaire (1).

Du côté de l'Allemagne, nous avons à signaler trois publications concernant le positivisme. La première en date et la plus importante, est l'œuvre d'un membre de la Compagnie de Jésus, le Père Hermann Gruber (2). C'est un compte rendu assez consciencieux de la doctrine et de la vie d'Auguste Comte. Cet opuscule laisse loin derrière lui toutes les prétendues expositions du positivisme émanées d'écrivains catholiques dans le but de réfuter une doctrine qu'ils n'ont pas même réussi à connaître suffisamment. Le Père Gruber a fait de louables efforts pour présenter un exposé fidèle et complet, quoique sommaire, du double sujet de son livre. Malheureusement, les conclusions qu'il en tire ne sont pas celles qu'on aurait dû attendre d'un rapporteur aussi bien renseigné. Malgré les éloges qu'il accorde au savoir et au dévouement de notre Maître, il persiste, à l'instar de ses devanciers, à ranger le positivisme parmi les produits funestes du matérialisme impie de notre époque et à affirmer sans preuve la supériorité du catholicisme. Cependant il reconnaît loyalement combien

(1) Voir l'annexe A.

(2) *August Comte, der Begründer des Positivismus. Sein Leben und seine Lehre.* von H. Gruber, S. J. Freiburg im Brisgau, 1889.

sont dénuées de fondement les critiques adressées par Littré et Stuart-Mill à la partie politique et religieuse du Positivisme, sous prétexte que celle-ci se trouve en contradiction avec sa base philosophique.

Quoi qu'il en soit, je crois que cet ouvrage mériterait d'être traduit en français, car il pourrait rendre de grands services en suscitant dans le milieu catholique des vues plus sympathiques et même en y déterminant des adhésions de la part des lecteurs capables de tirer par eux-mêmes des conclusions opposées à celles de l'auteur.

L'autre publication germanique nous arrive de Hambourg et a pour auteur le Dr Max. Brutt (1). C'est un résumé des principes de la philosophie positive, d'après l'œuvre fondamentale de notre Maître. On y trouve un grand nombre de renseignements utiles sur les auteurs allemands qui se sont occupés du positivisme ou qui s'y sont rapprochés à leur manière.

Le troisième ouvrage se compose essentiellement de deux articles publiés par le Dr Hugo Göring sur Sophie Germain et Clotilde de Vaux (2). Ces notices biographiques sont suivies, en ce qui concerne Sophie Germain, de la traduction allemande de son éminent opuscule philosophique, et, en ce qui concerne Clotilde de

(1) *Der positivismus, nach seiner ursprünglichen Fassung dargestellt und beurteilt*, von Dr. Max. Brutt. Hamburg. 1889.

(2) *Sophie Germain und Clotilde de Vaux, Ihr Leben und Denken*, von Dr. Hugo Göring. Zurich. 1889.

Vaux, de la traduction de *Lucie*, la touchante nouvelle insérée par Auguste Comte dans le tome 1^{er} de sa *Politique Positive*. M. Göring nous donne en outre la poésie — *Les pensées d'une fleur* — traduite en vers allemands par Madame Mathilde Wesendonck, de Berlin, poétesse distinguée.

Nous voyons donc que le positivisme pénètre de plus en plus dans le milieu germanique, où bientôt il attirera l'attention de tous les esprits actifs.

Telles sont les principales manifestations intéressant la marche générale du Positivisme pendant l'année 1889.

II

Je reviens maintenant à ce qui regarde spécialement notre développement local.

CULTE. — Comme d'habitude, nous avons célébré toutes nos fêtes annuelles (1). Le centenaire de la Révolution Française, a eu, le 14 juillet, une commémoration spéciale. Nous avons honoré aussi, par une séance publique, le premier anniversaire de la loi du 13 mai 1888 abolissant l'esclavage.

(3) V. mes précédentes circulaires annuelles.

Le 29 juin, j'ai conféré le sacrement de la présentation à la seconde enfant (Béatrix-Héloïse) de M. Montenegro Cordeiro.

A l'occasion de cette cérémonie, j'ai introduit l'usage du ruban vert attaché autour du bras, d'après les indications de notre Maître dans ses lettres à Edger. Cet emblème s'est aussitôt généralisé parmi nos confrères, qui ont désormais l'habitude de le porter dans nos réunions solennelles et toutes les fois que nous nous présentons collectivement en public.

Le 27 janvier a eu lieu la commémoration funèbre du 3^e dimanche pour M^{me} Elvira C. de Oliveira dont je parlerai plus loin.

ENSEIGNEMENT. — M. Teixeira Mendes a fait, comme dans les années précédentes, son cours dominical, d'après le *Catéchisme Positiviste*.

Notre traduction portugaise de cet ouvrage vient enfin de voir le jour (1). J'ai donné dans ma circulaire relative à l'année 1887, les explications nécessaires concernant cette publication capitale. Je puis maintenant annoncer que nous comptons faire imprimer bientôt à Paris, sous la direction de M. J. Lagarrigue, et avec le concours de M. Congreve, une nouvelle édition

(1) *Catessismo Pozitivista*, por Augusto Comte, Tradussão i Notas por Miguel Lemos. Presso : Rs 2,000. Rio de Janeiro. 1890. (1 vol. in-18 Jésus de 360 pages.).

française du *Catéchisme Positiviste*, entièrement conforme, soit quant à l'arrangement du texte, soit quant aux notes, à l'édition brésilienne. Mais comme il est indispensable de conserver l'œuvre du Maître telle qu'elle est sortie de sa main, nous ferons ensuite, à l'aide du produit de la vente de la nouvelle édition adaptée aux besoins de l'apostolat, une réimpression, sans aucun changement ni addition, de l'édition originale, épuisée depuis longtemps.

INTERVENTIONS. — J'arrive maintenant à nos interventions publiques pendant l'année dernière. Avant l'avènement de la République nous n'avons à signaler que deux publications.

M. Silveira Martins, alors sénateur par la province du Rio-Grande du Sud, ayant prononcé au Sénat un discours où il s'occupa du positivisme, d'une manière aussi inexacte que défavorable, j'ai été obligé de rectifier les assertions du sénateur riograndais dans une lettre rendue publique (1).

Après avoir redressé les erreurs et dissipé les confusions où il était tombé, je disais à M. S. Martins : « La seule chose que V. Ex. semble avoir bien saisie dans

(1) *Carta a S. Ex. o Sr. Senador Silveira Martins (Lettre à M. le Sénateur Silveira Martins)*. Rio. Mai 1889. — Je mettrai toujours entre parenthèse la traduction française du titre portugais.

le système d'Auguste Comte, c'est la condamnation, en tant qu'irrationnel et corrompteur, du régime parlementaire, caractérisé par la prépondérance irresponsable des hâbleurs et des intrigants. Cela explique l'épithète de despotique appliquée par V. Ex. à la suite de tant d'autres, à une organisation politique qui, en séparant la théorie de la pratique d'après une complète liberté spirituelle, institue un gouvernement personnel mais responsable, étranger à la rhétorique, aux fictions théologiques et métaphysiques, au procédé absurde des majorités, au courtage politique, à l'exploitation, enfin, de la masse prolétaire, base productive de la nation, par les avocats, les journalistes, les bacheliers, les savants et les lettrés de toute espèce, ce qui constitue le pire de tous les absolutismes, parce que c'est le plus dégradant de tous.»

Quelque temps après, nous avons été conduits, M. Mendes et moi, à publier une exposition de la manière dont chacun de nous avait connu le positivisme. On venait de reproduire par la presse des affirmations malveillantes d'après lesquelles nous étions présentés comme des disciples ingrats de M. Benjamin Constant à qui nous serions redevables de notre initiation dans le positivisme. Comme ces reproches tiraient un semblant de vérité de quelques phrases contenues dans nos premières publications, surtout dans mon rapport pour 1881, nous avons cru nécessaire d'arrêter court ces attaques en retraçant les circonstances qui déterminèrent notre initiation positiviste. La brochure que nous

avons publiée à cette occasion (1) rétablit toute la vérité, en démontrant sans réplique possible, que l'influence de M. Benjamin Constant a été tout à fait étrangère à une telle initiation.

Lorsque nous écrivions cette brochure, nous étions loin de prévoir que M. Benjamin Constant jouerait quelques mois plus tard, à la surprise de tout le monde, le grand rôle politique que nous savons et qui révéla chez lui une supériorité morale et civique qui s'était, pour ainsi dire, conservée jusque-là à l'état latent. C'est pourquoi, tout en maintenant dans toute son intégrité le fond de notre explication, nous devons regretter le ton un peu hostile, d'ailleurs très légitime dans la situation où nous nous trouvions alors, de quelques phrases, qui aujourd'hui nous sembleraient blesser la vénération que nous devons au fondateur de notre République, malgré les divergences qui subsistent encore.

J'ai déjà apprécié sommairement la révolution du 15 novembre 1889. Deux jours après l'événement, lorsque nous nous fûmes assurés du véritable caractère de la transformation qui venait de s'accomplir, nous avons été porter au Ministre de la Guerre, pour qu'il la transmette au chef du nouveau gouvernement, une adresse d'adhésion. Nous y allâmes en corps, à travers les rues

(1) *A nossa Iniciação no Positivismo* (Notre initiation dans le Positivisme), par Miguel Lemos et R. Teixeira Mendes. Rio. Août 1889.

de Rio, précédés d'un étendard où la population salua pour la première fois la devise — *Ordre et Progrès* — que 48 heures plus tard elle devait voir inscrite sur le drapeau national. Notre entrevue avec M. Benjamin Constant restera à jamais gravée dans nos cœurs. Prévenu de notre présence, il vint nous trouver au grand salon du Ministère de la Guerre où l'on voyait un grand nombre de curieux et de citoyens qui y étaient venus offrir aussi leurs concours au nouveau gouvernement. Il nous embrassa ému jusqu'aux larmes, oubliant tout ressentiment. J'ai prononcé alors quelques paroles pour expliquer notre démarche. Dans sa réponse, il nous raconta familièrement ses travaux et ses pensées à partir du moment où il résolut de prendre la direction du mouvement républicain ; il nous retraça le tableau des poignantes émotions éprouvées par lui au cours de ces préparatifs et au moment suprême où la lutte allait s'engager. Il nous dit qu'au milieu de ses préoccupations patriotiques, il regretta souvent que nos divergences l'eussent privé de notre concours. Il termina en se déclarant heureux de pouvoir compter sur notre appui moral et intellectuel, ajoutant que la République ne pourrait avoir des conseillers plus capables que les deux jeunes citoyens qui se trouvaient à la tête de l'Apostolat Positiviste du Brésil. Pendant ce long épanchement, ses paroles furent souvent entrecoupées par l'émotion.

Je tiens à donner un résumé assez exact de cette mé-

morale entrevue, malgré ce qu'on y peut trouver de trop flatteur pour nous, car je suis convaincu qu'elle aura sa place dans l'histoire du positivisme.

L'adresse au chef du nouveau gouvernement rappelait nos prévisions répétées sur l'avènement de la République et nos efforts incessants, depuis dix ans, pour obtenir de l'empereur lui-même la transformation politique réclamée par la situation brésilienne, afin d'éviter les suites dangereuses de tout procédé révolutionnaire, même le mieux inspiré. En terminant, nous demandions l'adoption par le nouveau gouvernement de la devise — *Ordre et Progrès* —, résumé de la politique positive (1).

Quelques jours après, nous nous empressâmes, en attendant un travail plus complet, de publier quelques indications urgentes concernant l'organisation politique de la nouvelle République (2). Voici, en résumé, ce que nous y conseillions :

1° La conservation de la dictature républicaine surgie le 15 novembre.

2° L'abolition du régime parlementaire et l'élaboration par l'initiative et sous le contrôle du gouvernement, d'une constitution qui serait soumise à la libre appréciation du public.

(1) *Mensagem ao General Deodoro* (Adresse au Général Deodoro), broch. de 8 pages, Rio, Novembre 1882.

(2) *Ao Povo e ao Governo da Republica. Indicações urgentes.* (Au Peuple et au Gouvernement de la République. Indications urgentes.), broch. de 4 pages. Rio, Novembre 1889.

3° Ce projet constitutionnel serait ensuite proposé à l'approbation plébiscitaire des citoyens actifs ou des municipalités de toute la République.

4° La nouvelle constitution devrait combiner le principe de la dictature républicaine avec la plus complète liberté spirituelle. Cette combinaison serait assurée de la manière suivante : (a) perpétuité de la fonction dictatoriale, réunissant le pouvoir exécutif, y compris le pouvoir judiciaire, avec le pouvoir législatif ; et transmission du pouvoir à un successeur librement choisi par le dictateur, sous la sanction de l'opinion publique convenablement consultée ; (b) séparation de l'Église et de l'État, suppression de l'enseignement officiel, sauf l'instruction primaire, pleine liberté de réunion et de discussion, sous la seule condition de la signature des auteurs, et complète liberté professionnelle, d'après l'abolition de tous les privilèges scientifiques, techniques et industriels ; (c) une seule Assemblée, élue à scrutin découvert, peu nombreuse, et exclusivement destinée à voter l'impôt et à contrôler les dépenses.

5° On sauvegarderait la situation matérielle acquise des fonctionnaires, soit civils, soit ecclésiastiques, dont les charges officielles seraient supprimées.

Nous finissons ces indications par ce conseil, qui malheureusement n'a pas été assez suivi : « Ne nous laissons pas entraîner par une aveugle imitation des institutions en vigueur dans tel ou tel pays ; rappelons-nous que chaque nationalité offre des traits caractéris-

tiques qui résultent de l'ensemble de ses antécédents historiques. »

Mais la composition hétérogène du nouveau gouvernement, où M. Benjamin Constant ne voulut pas ou ne put pas assumer la haute direction ne tarda pas à porter ses fruits. A la suite d'une révolte insignifiante de quelques soldats, le gouvernement crut devoir prendre des mesures exceptionnelles contre ceux qui conseilleraient l'insurrection ou qui provoqueraient directement l'insubordination des troupes. Étant donnée la gravité de la situation, on comprend la légitimité d'une telle conduite. Mais on se laissa aller immédiatement à des interprétations abusives du nouveau décret, rendu le 23 décembre. Le rédacteur du journal, organe de l'ex-président du Conseil du dernier ministère de la monarchie, eut l'idée de s'adresser personnellement au ministre de l'extérieur, journaliste comme lui, pour s'assurer du véritable sens du récent décret en ce qui concernait la liberté de la presse. Le ministre déclara à son confrère que, d'après une telle mesure, la liberté de la presse se trouvait, en effet, supprimée. Le rédacteur du journal en question s'empessa de profiter de cet excellent prétexte pour faire disparaître sa feuille. En effet, le lendemain, après avoir raconté au public son entretien avec le ministre de l'extérieur, il annonçait à ses lecteurs que vu la manière dont le gouvernement provisoire, par l'organe autorisé de l'un de ses membres, entendait le nouveau décret, il croyait

bien faire en suspendant la publication de son journal.

Les déclarations du ministre portées ainsi à la connaissance du public, causèrent une douloureuse surprise à tous les vrais républicains, car on n'avait vu dans le fameux décret, dont le texte est, du reste, assez clair à cet égard, qu'une mesure extraordinaire ne visant que des appels à la révolte armée et des actes ayant pour but direct d'indiscipliner ou de suborner les troupes. On ne s'était jamais attendu à voir un ministre de la République, ex-chef officiel du parti républicain et déclamateur assidu en faveur de la liberté de la presse, venir déclarer qu'on ne pourrait plus examiner librement les actes du gouvernement. Rien ne justifiait une telle attitude.

Je rédigeai immédiatement une protestation contre une semblable interprétation qui déshonorait notre naissante république, où j'émettais l'espoir que le gouvernement désavouerait les paroles du ministre de l'extérieur. Cette protestation fut publiée dans le *Jornal do Commercio* du 26 décembre. Elle fut la seule qui se produisit alors, le journalisme resta muet, tout le monde garda le silence, sans en excepter le gouvernement qui ne crut pas opportun de donner une explication pour restituer la tranquillité aux esprits. Je crois même que plusieurs de ses membres se trouvèrent bien, au contraire, de l'effet terrorisant produit par le nouveau décret sur la population. Ils pouvaient ainsi avoir leurs coudées franches,

Je dois dire que malgré tout cela nous ne continuâmes pas moins à nous prononcer, avec la même liberté, sur la conduite du gouvernement, toutes les fois que notre intervention nous semblait nécessaire (1).

Presque au même moment, M. Mendès publiait une autre protestation contre la révocation par le gouvernement central de l'acte par lequel le gouverneur de Maranhão venait d'abolir le budget ecclésiastique dans son État (2). La séparation de l'Église et de l'État n'était pas encore décidée. Au contraire, M. Demetrio Ribeiro était au plus fort de ses efforts pour faire accepter par le général Deodoro la décrétation de cette grande réforme (3).

(1) Il est vrai que le général Deodoro enjoignit aux ministres respectifs de nous destituer, M. Mendes et moi, des emplois publics que nous remplissions depuis longtemps. Mais, secondés par l'intervention de M. Benjamin Constant, ils réussirent à faire comprendre au Dictateur l'inconvenance d'un tel acte. Nous n'apprimes l'incident que lorsqu'il fut terminé.

(2) *Pela Federaçao. Estado do Maranhão, Separação da Igreja do Estado. (Pour la Fédération. État du Maranhão. Séparation de l'Église et de l'État).* Rio, décembre 1889.

(3) Pour être juste envers tout le monde, il faut dire ici que M. Benjamin Constant lui-même, tout en n'ayant pas le moindre doute sur le principe de la séparation, nourrissait des craintes sérieuses sur la manière dont certaines provinces, plus attachées aux vieilles croyances, pourraient accueillir une telle mesure. Il redoutait de compromettre la paix publique au moment critique où l'on se trouvait. Ces craintes n'avaient aucun fondement, comme la suite des événements le démontra, et comme nous le lui avions assuré dès le début. Nous savions, en effet, que le *féticho-catholicisme* de notre peuple, est indépendant de toute influence cléricale et que le sacerdoce catholique n'avait chez nous aucune force politique.

Une autre mesure gouvernementale, et celle-ci plus dangereuse, par cela même qu'elle avait l'apparence d'une réforme libérale, détermina ensuite notre intervention (1). Il s'agissait de la grande naturalisation *tacite* décrétée le 14 décembre. Cette mesure conférait la qualité de citoyen brésilien, *sauf déclaration contraire des intéressés* devant les autorités locales : 1° à tous les étrangers qui se trouvaient au Brésil le jour de la Révolution ; 2° à tous les étrangers qui compteraient deux années de résidence au Brésil, à partir de la date de ce décret.

Nous nous sommes élevés avec force contre une telle absurdité politique, en reproduisant l'ensemble des arguments que depuis longtemps nous opposons à ceux qui croient que pour faire un citoyen d'un émigrant ou d'un étranger quelconque, il suffit de le déclarer tel par un décret, sans aucun égard aux lois naturelles de la société politique. Nous avons rappelé, d'après Auguste Comte, la véritable théorie de la patrie et exposé quelles sont les conditions réelles indispensables à la formation de chaque citoyen. Nous avons montré, contrairement aux doctrines chimériques et immorales résumées dans l'adage *ubi bene ibi patria*, qu'on n'a pas la patrie que l'on veut, et qu'on ne saurait suppri-

(1) *A Política Positiva e a Grande Naturalização* (La Politique positive et la Grande Naturalisation), par Miguel Lemos et R. Teixeira Mendes. Rio, décembre 1889.

mer cet intermède nécessaire entre la Famille et l'Humanité, comme l'a établi notre Maître, et comme le sentit si bien le grand Danton, lorsqu'il répondait à ceux de ses amis qui l'engageaient à quitter la France pour se soustraire à ses bourreaux : *emporte-t-on la patrie à la semelle de ses souliers ?* Nous avons en outre insisté de nouveau sur les graves dangers dont nous menacent les aberrations courantes sur l'immigration étrangère de laquelle on fait dépendre la prospérité du pays et qui, au lieu d'être laissée à son essor spontané, reçoit du gouvernement des encouragements spéciaux et une excitation artificielle au moyen d'agents embaucheurs, payés par la nation, pour leurrer les populations crédules du vieux continent et décharger sur nous la lie des villes et des campagnes de l'Europe.

Enfin, nous avons indiqué les seuls cas où, d'après nous, la naturalisation pourrait être accordée sans enfreindre gravement les conditions naturelles de la vie civique, à savoir :

1° Aux étrangers ayant rendu des services exceptionnels à l'Humanité ou à notre patrie, soit qu'il résidasent ou non au Brésil, et tout en conservant leur nationalité propre ;

2° Aux étrangers ayant résidé continuellement chez nous au moins autant d'années que dans leur pays natal.

Ceux qui seraient venus en bas âge ne pourraient jouir de cette faculté que dans le cas d'avoir atteint chez nous la majorité au cours du nombre d'années requis.

Le temps de résidence pourrait être abrégé pour les étrangers attachés au pays par les liens domestiques, surtout pour les femmes.

Mais, sauf le premier cas, où il ne s'agit que d'une récompense nationale, la naturalisation ne serait jamais accordée que sur la demande expresse des intéressés.

Je ne dois pas oublier que dans notre opuscule nous faisions voir que la nouvelle loi ne manquerait pas de susciter des réclamations internationales. En effet, notre prévision s'est complètement réalisée. Plusieurs puissances étrangères, parmi lesquelles la France, le Portugal, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, s'adressèrent au gouvernement brésilien pour lui demander la révocation du nouveau décret, ou du moins sa modification, de manière à laisser aux étrangers la faculté de demander la naturalisation, mais sans être obligés à faire aucune déclaration lorsqu'ils voudraient garder leur nationalité d'origine. Elles terminaient leur protestation en disant que « si le gouvernement brésilien se refusait à admettre leurs réclamations, elles considéreraient le nouveau décret comme nul et non avenu et conformeraient leur conduite aux règles du droit international et aux intérêts de leurs sujets » (1).

(1) M. Crispi, au cours d'une interpellation qui lui fut adressée à ce propos, par un membre du Parlement italien, s'était déjà prononcé hautement contre l'acte du gouvernement provisoire. Il rappela dans son discours le vieux principe : *Nemo duas patrias habere potest* (Nul ne peut avoir deux patries).

Notre ministre de l'extérieur, dans ses réponses, essaya vainement de justifier la nouvelle mesure, mais tout en s'efforçant de faire bonne contenance, en affirmant fièrement que le gouvernement maintiendrait son acte, il accordait, par voie interprétative, les restrictions demandées, surtout en ce qui concernait la naturalisation tacite. Le malheureux décret resta donc annulé en fait.

L'opuscule dont je viens de donner une idée venait d'être livré à l'impression, lorsque le ministre de l'intérieur publia un décret rendant la vaccine obligatoire pour les enfants, jusqu'à l'âge de six mois. Nous avons ajouté un post-scriptum à notre brochure pour combattre encore une fois les tendances inquisitoriales de notre hygiène officielle. Après avoir rappelé nos publications antérieures sur de semblables mesures, nous ajoutons : « Quant au gouvernement, nous sommes convaincus qu'il s'est laissé éblouir par le faux éclat scientifique dont brillent les pédantocrates payés par l'État. Ceux-ci ont démontré une fois de plus qu'ils méconnaissent le vrai caractère de la situation moderne, en imaginant qu'une *question morale et intellectuelle* peut être résolue au moyen d'amendes, d'emprisonnement, etc. Ils ont en outre prouvé qu'ils n'hésitent pas à compromettre l'autorité du pouvoir temporel, en cherchant à appuyer la *tyrannie académique* sur la dictature républicaine.

« Pour faire ressortir d'avantage le despotisme de

semblables mesures, nous faisons remarquer que l'efficacité de la vaccine est aujourd'hui plus que jamais un sujet débattu parmi les professionnels. Ceux qui voudraient s'en assurer n'ont qu'à lire l'article correspondant de l'Encyclopédie britannique, la publication la plus importante de ce genre. Non contents d'opprimer la population, en lui imposant par la force, des actes qui sont du ressort du pur domaine des idées, les hygiénistes officiels la mystifient encore, en lui faisant croire qu'il s'agit d'une vérité démontrée et unanimement acceptée par les gens compétents. »

Je dois signaler maintenant un important opuscule de M. Mendes proposant au gouvernement un plan assez complet destiné à régénérer, dans les limites assignées à la compétence du pouvoir temporel, les conditions personnelles et domestiques du prolétariat employé aux ateliers de la République (1). Ce travail, précédé d'une adresse justificative, où M. Mendes définissait le rôle normal du prolétariat et exposait la théorie positive du salaire, consistait dans une série d'articles réglementaires établissant tout ce qui regardait le salaire, le nombre d'heures de travail, les jours de repos, l'admission, la démission et la promotion des ouvriers, la libre nomination des chefs des ateliers par le gouvernement,

(1) *A Incorporação do Proletariado na Sociedade Moderna...* (*L'Incorporation du Prolétariat dans la Société Moderne...*) par R. Teixeira Mendes. Rio, décembre 1889.

les accidents du travail et les pensions à accorder aux ouvriers arrivés à la limite d'âge ou à leurs familles (veuves, enfants et filles non mariées) après leur mort. Ce projet qui plaçait les ouvriers de l'État sur le même pied que les autres fonctionnaires publics, eut l'entière approbation d'une grande partie du prolétariat auquel il s'adressait, mais il ne fut pas mis en pratique par le gouvernement. Ce résultat négatif doit être surtout attribué à la retraite de M. Demetrio Ribeiro qui acceptait ces idées et qui avait même préparé un décret dans le même sens (1). Quoiqu'il en soit, nos prolétaires savent désormais où se trouvent le meilleur remède à leurs souffrances et les véritables amis de leur cause.

Enfin je dois mentionner une brochure (2) que j'ai publiée à l'occasion d'un article de M. Laffitte. On se rappelle un petit écrit (3) où j'ai rectifié une grossière erreur commise par lui à propos de la Bibliothèque Positiviste. Cette fois il crut devoir répondre. Il avoua sa bévue mais, en revanche, il se livra contre moi à une diatribe personnelle, sous le facétieux prétexte de faire une théorie scientifique. Pour neutraliser son factum je me suis borné à reproduire à part les pages que j'ai

(1) M. Demetrio quitta le ministère le 31 janvier 1890.

(2) *Pour notre Maître et notre Foi. Le positivisme et le sophiste Pierre Laffitte*, par Miguel Lemos. Rio, 1889. L'article de M. Laffitte parut dans la *Revue Occidentale*, n° du 1^{er} septembre 1889.

(3) L'édition de cet article se trouvant épuisée je le reproduis à la suite de cette circulaire. V. l'annexe B.

consacrées à ce sophiste dans ma circulaire annuelle pour 1883, en y ajoutant une courte préface, où j'ai examiné quelques-unes des nouveautés et des affirmations contenues dans son nouveau manifeste. Ai-je été trop rude? Peut-être, mais avant de juger le ton de ma réponse il faut qu'on lise l'article qui l'a suscitée. Néanmoins soit qu'on la trouve trop rigoureuse ou suffisamment modérée, je tiens à déclarer une chose, c'est que dans cette réponse, ainsi que dans tout ce que j'ai publié jusqu'ici contre la sophistication laffittiste, je n'ai jamais été inspiré par aucun sentiment de haine personnelle. Mais il faut bien défendre notre Maître et notre Foi contre les traîtres qui osent essayer de démolir son œuvre tout en se proclamant ses disciples et ses successeurs. C'est la conviction de la nécessité d'une telle défense qui m'a seule animé dans ces luttes.

VIE INTÉRIEURE. — Abordant notre histoire intérieure, je dois d'abord consigner ici les ravages que la mort a faits dans nos rangs pendant l'année dernière.

Le 7 janvier est décédée à Rio, à la suite d'une longue et cruelle maladie, à l'âge de 25 ans, notre chère sœur Madame Elvire Carvalho de Oliveira. Mariée à l'un de nos plus estimables confrères, M. J.-Mariano de Oliveira, elle faisait déjà partie de notre église bien longtemps avant son mariage. Notre jeune sœur possédait toutes les qualités supérieures qui

distinguent les trois principaux aspects de la femme : comme fille, comme épouse et comme mère. Sa courte existence se résume dans l'accomplissement dévoué, et souvent poussé même jusqu'à l'abnégation la plus complète, des multiples devoirs exigés par cette triple fonction. Sa mort nous a frappés dans nos plus chères affections, tout en privant notre église du précieux concours objectif de ses exemples et de ses vertus.

Mais cette mort même fut encore pour nous la plus édifiante des leçons et une preuve victorieuse de l'inutilité des croyances théologiques pour mourir dignement. Sentant sa fin prochaine, elle nous appela tous auprès de son lit, nous embrassa l'un après l'autre, adressant à chacun des paroles émues et faisant connaître, avec une sérénité vraiment religieuse, ses derniers vœux. A moi particulièrement elle m'adressa cette inoubliable recommandation : « Faites de mon enfant un bon positiviste. »

Nous demanderons au culte de sa mémoire et de son tombeau la seule compensation que de telles pertes puissent comporter.

Nous avons eu aussi à déplorer la mort de M. Almeida Reis, un sculpteur de mérite, qui quoique n'étant pas complètement positiviste, avait pour notre religion les plus vives sympathies. Il suivait avec un intérêt croissant notre développement et plus d'une fois il concourut par ses travaux à enrichir notre collection artistique. C'est ainsi que nous lui devons un beau buste de

Danton, un peu plus grand que nature, et une jolie statuette de l'Humanité, rappelant les traits de Clotilde de Vaux. Le souvenir de cet ami et de ses généreux dons restera toujours lié à l'histoire de notre essor collectif.

Finalement, M. et M^{me} Mendès ont eu le chagrin de perdre leur dernier enfant, enlevé le 6 février, par une fièvre violente, à l'âge de huit mois. Il avait été présenté à l'Humanité sous les noms de Hildebrand-Bolivar.

Sauf les vides et les regrets causés par les pertes douloureuses dont je viens de parler, l'année 1889 marquera pour le positivisme brésilien une ère nouvelle. L'avènement de la république, tel que je l'ai apprécié au début de cette circulaire, a imprimé à notre mouvement un essor vraiment extraordinaire. Nous sommes devenus le centre d'attraction de tous ceux qui veulent organiser sérieusement notre patrie, en dehors des vieilles formules démocratiques. L'influence de notre apostolat a pris une intensité et une extension proportionnelles à cet accroissement d'adhésions et de sympathies. Le nombre de ceux qui aujourd'hui nous soutiennent de leur appui moral et de leur concours matériel se trouve presque trois fois plus grand : j'entends un appui et un concours explicitement accordés. Mais toutes ces conséquences de la transformation politique du 15 novembre ne deviendront directement sensibles que dans ma prochaine circulaire.

Une telle situation imposait aussitôt une attitude plus

normale aux chefs de l'apostolat brésilien. Pour faire face à ce nouveau développement de leur activité et, en même temps, pour remplir dignement leur rôle devenu plus opportun, il fallait qu'ils fussent placés dans des conditions personnelles d'une complète indépendance à l'égard du pouvoir temporel. Cette nécessité fut mise dans tout son jour par la séparation de l'Eglise et de l'État. Il était évident que l'église positiviste devait, elle aussi, donner l'exemple de pourvoir par ses propres ressources à l'entretien de ses ministres.

Nous résolûmes donc, M. Mendes et moi, de renoncer aux modestes fonctions que nous exercions depuis quelques années dans l'Administration et pour lesquelles nous avions été nommés à la suite d'un concours public (1). En conséquence, le 22 janvier, chacun de nous adressa à son ministre respectif une lettre rendue publique aussitôt, donnant sa démission et exposant

(1) Voir mes circulaires annuelles pour 1883, 1884 et 1885. J'étais secrétaire de la Bibliothèque Nationale de Rio et M. Mendes employé aux bureaux du ministère de l'agriculture et des travaux publics. Je dois dire qu'après la révolution nous refusâmes tout avancement et même des charges plus considérables. Si je rappelle ces choses ce n'est pas pour nous en vanter, car nous n'avons fait que notre devoir, mais c'est 1° pour que l'on sache que nous avons été fidèles à nos engagements et à nos prédications, 2° pour opposer la vérité aux calomnies répandues en Europe par un écrivain anonyme qui, malgré une telle conduite de notre part, osa publier que le nouveau gouvernement n'avait aboli l'église officielle que pour faire au positivisme un gros budget, en distribuant des emplois largement rétribués aux principaux adeptes de la nouvelle religion.

ouvertement les motifs qui nous faisaient agir ainsi. Cet acte fut très favorablement reçu par l'opinion publique, qui comprit très bien les mobiles élevés de notre conduite.

Les conditions actuelles de notre église sont donc les plus favorables pour donner à son action tout l'essor que les besoins publics réclament. Toute crainte de rétrogradation monarchique ou théologique étant écartée, délivrés également des mensonges officiels qui s'opposaient à une vue claire de la situation, nous pouvons désormais, sans nous départir en quoi que ce soit de notre invariable fidélité aux principes et aux prescriptions enseignés par notre Maître, donner à notre influence toute l'élasticité que comporte la relativité de notre doctrine. Faire des positivistes sera toujours notre principale préoccupation, mais à côté de ce but essentiel nous pouvons maintenant nous adresser avec une confiance croissante à l'ensemble du public de plus en plus apte à être modifié par nos doctrines et nos exemples. Dans ce champ plus vaste qui s'ouvre ainsi à nos labeurs spirituels nous aurons toujours présent à l'esprit et au cœur l'apophthegme de notre Maître :

Conciliant en fait, inflexible en principe.

III

RÉSUME FINANCIER

Notre situation économique reste encore insuffisante. Mais j'espère qu'elle arrivera bientôt à un état satisfaisant, d'après le nouvel essor imprimé à notre propagande par l'avènement de la république. Toutefois il faut que j'insiste auprès de tous ceux qui sympathisent avec nos efforts sur le devoir qui leur incombe de nous aider matériellement. On oublie trop souvent cette obligation élémentaire, non pas assurément par avarice, mais faute d'habitudes d'un concours régulier. S'il est vrai que nos ressources tendent à croître, il est vrai aussi que nos charges vont proportionnellement en augmentant. Outre le développement croissant de nos dépenses habituelles, il faudra encore subvenir dorénavant à mon subside personnel et à celui de M. Mendes.

Je dois donner à ce sujet une explication anticipée. J'ai fixé mon subside au taux mensuel de Rs. 200,000. Quant à M. Mendes, ayant commencé depuis un an l'apprentissage du métier d'horloger, il préfère pour le moment

obtenir par ce moyen une partie, au moins, de ce qu'il lui faut, afin d'alléger d'autant notre budget. D'après cette combinaison, notre fonds commun ne fournira à notre confrère que ce qui lui manquera chaque mois pour compléter le total de son subside, fixé aussi à Rs. 200,000 (1). Mais nous devons considérer une telle situation comme tout à fait provisoire, car M. Mendes est ainsi obligé de consacrer presque tout son temps à sa nouvelle occupation. Or, à présent plus que jamais il faut que notre confrère puisse se vouer entièrement à ses travaux théoriques. Je reviendrai sur ce sujet dans ma prochaine circulaire annuelle.

Le nombre des souscripteurs est resté stationnaire, pendant l'année dernière. Quant aux recettes il y a eu une légère augmentation.

Parmi les souscriptions je dois signaler une somme de L 5, envoyée par M. Ingram, de Dublin (2), pour

(1) Notre subside mensuel équivaut à 500 francs environ. Cette somme est ce qu'il y a de plus modeste pour les conditions de la vie à Rio. Les appointements attachés aux emplois que nous avons quittés, quoique très médiocres aussi pour notre pays, étaient plus élevés : 625 francs le mien, et 708 francs celui de M. Mendes.

(2) M. John Kellis Ingram adhéra au positivisme du temps même de notre Maître avec qui il lia des rapports personnels. Il est professeur au *Trinity College*, de Dublin. Parmi ses travaux je recommande plus spécialement à nos confrères son volume : *A History of Political Economy* (Edimburgh, 1888) et plusieurs articles dans la dernière édition de l'Encyclopédie Britannique, notamment ceux relatifs à *l'économie politique* et à *l'esclavage*.

aider à l'impression de notre traduction du *Catéchisme Positiviste* et une contribution collective de L 10, émanée de l'église britannique.

Le subside mensuel de M. J. Lagarrigue fut diminué de 50 francs, sur sa demande, à partir d'Avril, mais j'ai cru devoir rétablir le taux ancien tant qu'a duré la situation exceptionnelle due à sa grave maladie.

Quant aux frais généraux de notre Apostolat pendant l'année dernière, le tableau publié ci-après me dispense de toute explication. Je dois dire seulement que notre dette typographique envers la maison Lombaerts reste réduite à Rs. 946.000 (1).

Voici le résumé général de nos recettes et de nos dépenses pendant l'année 1889, suivi du tableau indiquant la marche des souscriptions depuis 1878 ;

Recettes (2)

| | | |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|
| Contributions et dons..... | Rs. 3 : 986,780 | |
| Vente de nos publications..... | 110,000 | |
| | | <hr/> |
| | Rs. 4 : 096,780 | |
| Solde de l'année antérieure..... | 95,109 | |
| | | <hr/> |
| | | Rs. 4 : 191,889 |

(1) Pour l'origine de cette dette voir mes précédentes circulaires annuelles.

(2) Le franc peut être calculé, en moyenne, à 400 reis, ou Rs. 1,000 = 2 fr. 50.

Dépenses

| | | |
|---|--------------------|-----------------|
| | <i>Report.....</i> | Rs 4 : 191,889 |
| Location de l'appartement..... | Rs. 1 : 020,000 | |
| Entretien du local..... | 71,000 | |
| Meubles | 22,950 | |
| Subside à M. Jorge Lagarrigue..... | 535,010 | |
| Idem à M. Montenegro..... | 90,000 | |
| Pour les funérailles de M ^{me} E. Oliveira | 40,000 | |
| Pour l'enterrement de M. Almeida Reis | 20,000 | |
| Fêtes de la proclamation de la République..... | 79,200 | |
| Frais typographiques..... | 1 : 833,770 | |
| Distribution de nos publications.... | 43,510 | |
| Livres pour notre Bibliothèque | 54,500 | |
| Reliures..... | 49,500 | |
| A comptes à MM. Lombaerts et Cie. | 100,000 | |
| Un autocopiste noir..... | 44,120 | |
| Frais divers..... | 152,360 | |
| | | <hr/> |
| | | Rs. 4 : 155,920 |
| Solde | Rs. | 35,969 |

Tableau du nombre annuel des souscripteurs au subside positiviste Brésilien depuis 1878 :

| | |
|-------------------|------------------|
| En 90 (1878)..... | 5 souscriptions. |
| En 91 (1879)..... | 6 — |
| En 92 (1880)..... | 13 — |
| En 93 (1881)..... | 53 — |
| En 94 (1882)..... | 59 — |
| En 95 (1883)..... | 43 — |

| | | |
|--------------------|----|-------------------------------------|
| En 96 (1884)..... | 34 | souscriptions, dont une collective. |
| En 97 (1885)..... | 54 | — |
| En 98 (1886)..... | 48 | — dont une collective. |
| En 99 (1887)..... | 49 | — |
| En 100 (1888)..... | 52 | — |
| En 101 (1889)..... | 53 | — dont une collective. |

Tel est l'ensemble de notre mouvement pendant l'année dernière.

Salut et fraternité.

MIGUEL LEMOS.

Directeur de l'Apostolat Positiviste du Brésil.

(*Rue Santa-Izabel, 6*) (1).

Né à Niteroi, le 25 novembre 1854.

(1) A présent *Rue Benjamin-Constant, 58*. Quoique je demeure toujours dans la même maison, mon adresse se trouve ainsi changée par suite du nouveau nom donné à la rue Santa-Izabel dont le numérotage a été également altéré.

APPENDICE

I

La dernière circulaire annuelle de M. Congrève

On doit se rappeler que dans un post-scriptum de ma dernière circulaire, j'ai regretté que M. Congrève, après avoir condamné catégoriquement les dissidents de Newton-Hall, (1) fût revenu sur ses déclarations antérieures et eût atténué de telle sorte son premier jugement que les deux attitudes nous semblaient être visiblement contradictoires. J'ai fait remarquer à cette occasion l'empressement avec lequel M. Laffitte avait voulu profiter de ce revirement, comme le constatait un article publié dans la *Revue Occidentale*, et tout récemment encore sa circulaire annuelle pour 1889.

M. Congrève dans sa dernière circulaire s'est occupé de mon post-scriptum. Il déclare qu'il laissera aux autres la tâche de juger un tel différend. A cela je n'ai rien à dire. Mais j'ai été profondément peiné de voir M. Congrève qualifier mes observations d'attaque personnelle. Je crois cependant que tout lecteur impartial constatera à travers mes objections une respectueuse sympathie pour le digne et vénérable chef de l'église britannique, malgré la franchise avec laquelle je me suis prononcé sur sa nouvelle attitude à l'égard des laffittistes anglais. Je dois donc assurer derechef à M. Congrève qu'il a été injuste envers moi en qualifiant de la sorte les réflexions contenues dans mon post-scriptum.

Mais revenant au sujet de notre discussion, M. Congrève me permettra de lui dire que mes réflexions se trouvent assez justifiées par les explications qu'il nous donne lui-même dans sa

(1) Le groupe laffittiste de Londres.

dernière circulaire. En effet, il nous dit avoir reçu de quelques amis sincères des lettres où ils lui font observer que son langage pourrait donner lieu à de fausses interprétations, bien que ces correspondants se montrent tout à fait rassurés sur le véritable sens de ses paroles. Un autre de ses amis trouva qu'il avait été trop conciliant, mais cet ami reconnut après mûr examen que sa première impression ne répondait pas à la vérité. Puisque des personnes si étroitement liées avec M. Congrève et qui, par conséquent, doivent bien connaître le milieu sur lequel agit notre éminent confrère, ont cru que son langage pourrait paraître en opposition avec l'attitude antérieure, il n'y a rien d'étonnant à ce que nous ayions cru nous-mêmes à une réelle contradiction. Nous sommes tout disposés maintenant à reconnaître que cette contradiction était plus apparente que réelle, mais qu'il nous soit permis de demander à M. Congrève de ne pas être pour nous plus sévère qu'à l'égard de cet ami qui avait cru d'abord que notre éminent confrère avait été, selon ses propres expressions, « trop loin dans la voie de la conciliation. »

Quant à l'article de la revue de M. Laffitte, M. Congrève se contente de répéter ce qu'il en écrivit à un ami : « Je le regarde comme insidieux et impertinent ». J'estime aussi qu'il n'est pas nécessaire d'en dire davantage. Du reste la manière dont M. Congrève termine ses explications achève de dissiper toutes nos craintes et le montre de nouveau tel que nous aimons à le voir et tel que l'exigent les intérêts supérieurs de notre cause. Le morceau mérite d'être reproduit en entier.

« En considérant l'ensemble du sujet, je puis dire que j'aimerais mieux pécher par excès que par défaut de conciliation; que je voudrais garder le plus et non le moins de cordialité possible dans nos rapports personnels; que je ne crains pas de manquer d'énergie dans mon opposition à ceux qui diffèrent de moi comme la direction de Newton-Hall en diffère, mais qu'au contraire je me sens exposé au danger opposé. Je voudrais écrire aussi modérément que je puis, même en ce qui regarde l'année dernière et en me bornant strictement à cette année là. Mais il est

difficile de ne pas parler avec véhémence (strongly) lorsqu'on observe l'une après l'autre les manifestations émanant de la direction ci-dessus mentionnée, — des manifestations de nature à baisser le caractère total de l'effort positiviste et à le réduire à ce qu'à peine je puis dire, afin de, visiblement, désarmer l'opposition frivole d'un public incompetent. Il est très contristant de voir traiter ainsi de nobles conceptions, de voir une telle manière de présenter le plus grand changement religieux qui ait jamais été offert au monde, afin de le sauver. Mais nous avons à subir la tyrannie passagère de la plume et de la presse, de toute la bruyante opinion publique qui nous entoure, et à attendre que cette tyrannie soit passée. »

Nous n'avons qu'à nous féliciter d'un tel langage qui rétablit l'accord fondamental qui a toujours existé sur ces matières entre M. Congrève et nous, malgré l'apparente discordance qui fut cause de ce paisible débat.

Plus loin M. Congrève, en rendant compte de ma dernière brochure contre M. Laffitte, reproduit ses réserves quant à mon langage qui lui semble parfois trop violent. C'est là une question sur laquelle nous différons d'opinion depuis longtemps. Comme je n'ai rien à dire de nouveau à cet égard, je renvoie mes lecteurs à ce que j'ai dit dans mes circulaires annuelles pour 1883 (Avertissement) et pour 1888.

Dans la même circulaire, M. Congrève consacre à la révolution brésilienne une page importante que je crois devoir transcrire plus loin pour la porter à la connaissance de notre public (1).

(1) Voir l'annexe D.

II

L'ère normale de M. Laffitte.

Le prétendu directeur du Positivisme en France nous a depuis longtemps habitués à toutes les audaces lorsqu'il cherche à s'attribuer une découverte déjà réalisée par Auguste Comte, ou lorsqu'il prétend corriger et perfectionner l'œuvre du Maître. Nous avons eu déjà maintes fois l'occasion de dénoncer ce franc charlatanisme (1). Mais voici un nouvel et curieux exemple, que je ne puis laisser passer sans opposer le démenti et la rectification qu'exige un tel oubli de toute droiture philosophique. Il s'agit de l'ère normale positiviste.

Tous les positivistes savent qu'Auguste Comte a établi deux ères : l'une de transition et l'autre normale. Il a choisi le 1^{er} janvier 1789 pour la première, et le 1^{er} janvier 1835 pour la seconde. En choisissant ces deux dates pour l'origine des deux ères positivistes, notre Maître nous a donné toutes les raisons qu'il avait pour cela.

Cependant voici ce qu'on lit avec étonnement dans la dernière circulaire annuelle de M. Laffitte :

« J'ai ouvert l'année, comme à l'ordinaire, par la célébration, 10, rue Monsieur-le-Prince, de la Fête de l'Humanité. Le sujet traité dans mon discours était tout indiqué. Il s'agissait d'appré-

(1) Il n'y a pas longtemps qu'il disait dans sa *Revue* : « J'ai depuis longtemps établi que la richesse étant sociale dans sa source doit l'être aussi dans sa destination, etc. ». Il prétend ailleurs avoir découvert que le but de la destinée humaine est de vivre pour et par la Famille, la Patrie, et l'Humanité. On n'en fintrait jamais si l'on voulait relever dans les articles et discours de M. Laffitte toutes les jongleries de ce genre.

cier le choix fait par Auguste Comte de l'origine de l'ère historique, placée au 1^{er} janvier 1879. J'ai fait une étude sommaire de la théorie des ères. L'origine des ères fut d'abord mobile et purement nationale. Sa notion, systématisée par l'astronomie scientifique, finit par réagir dans l'ordre sociologique, à mesure que les grandes relations internationales se développaient. Deux grandes ères surgirent enfin avec les deux grandes religions universelles : l'ère islamique et l'ère chrétienne. Mais la théorie systématique n'en avait pas été faite. Auguste Comte en a établi les bases. Il doit y avoir deux ères : l'une normale et l'autre de transition.

« L'ère normale aura pour origine le 1^{er} janvier 1857. En 1856, en effet, toutes les bases de la construction positiviste étaient posées, et par suite l'état normal commençait, au moins dans quelques cerveaux. En outre, ce choix présente deux coïncidences heureuses. L'année 1856 est bissextile et, par suite, en prenant le 1^{er} janvier 1857 pour origine, nous ne changeons rien à la règle habituelle des bissextiles; cela simplifie donc la question. En outre, l'année 1857 est celle de la mort même du Fondateur. Mais, pendant la transition, une telle ère n'était pas admissible; il en fallait une qui pût être comprise immédiatement par tous les occidentaux, et qui eût en même temps l'avantage de préparer à l'adoption du positivisme, qui apparaît comme la doctrine propre à diriger l'ordre nouveau qui venait de surgir. C'est pourquoi Auguste Comte a choisi le 1^{er} janvier 1789 pour origine de l'ère de transition. Le 1^{er} janvier 1889 était donc un jour solennel comme ouvrant le second siècle de la véritable ère moderne. Cette ère pourra être vraiment universelle, car la révolution accomplie en France avait ce caractère; tandis qu'il ne serait pas possible, sans impertinence, de proposer aux islamistes l'adoption de l'ère chrétienne, qui commence à la naissance de Jésus-Christ, lequel est incontestablement inférieur à Mahomet. »

On reste vraiment confondu devant une telle désinvolture. Comme toujours, Auguste Comte *n'a fait qu'établir les bases*, sur lesquelles le puissant génie de M. Laffitte a élevé la construction définitive « la théorie systématique ». Puis on nous parle seule-

ment de l'ère provisoire d'Auguste Comte, en passant sous silence l'ère normale choisie par le Maître, de manière à faire croire que c'était là encore une lacune que son prétendu successeur est venu remplir pour le plus grand bonheur du genre humain. En réalité, il faut que le sophiste du Collège de France ait perdu tout à fait le sens commun, sous l'incurable délire vaniteux dont il est atteint, pour oser dire et écrire de ces choses là.

Maintenant nous allons reproduire les passages d'Auguste Comte relatifs à l'institution de l'ère positiviste. On pourra ainsi mesurer dans toute son étonnante profondeur l'incroyable outrecuidance et l'insigne mauvaise foi du verbeux docteur opportuniste :

« Dans cette constitution finale du calendrier universel, deux questions secondaires doivent aujourd'hui rester indécises. La première concerne l'ère positive, qui ne peut aucunement consacrer l'origine introduite par la transition monothéique, islamique ou catholique. Elle doit naturellement se rapporter à l'avènement décisif de la vraie religion, qui ne saurait encore être assez fixé » (1).

Mais plus loin, arrivé au chapitre de la transition moderne, il tranche ainsi qu'il suit la question qu'il avait laissé indécise :

« Il ne peut en être ainsi pour l'ère positive, qui, jusqu'à la fin de la transition organique, doit rester placée au début de la crise finale, dont il importe que tous les occidentaux puissent mesurer habituellement le cours. L'incomparable assemblée qui dirigea l'explosion républicaine commit, à cet égard, une grave méprise, faute d'avoir reconnu, comme la postérité, que la république française commença réellement par la prise populaire de la forteresse parisienne. J'ai donc rétabli l'usage adopté par sa devancière, qu'une irrésistible impulsion rendit spontanément supérieure sous ce seul aspect, et qui respecta l'origine de l'année occidentale, en présentant les motifs indiqués au second chapitre de ce volume.

(1) *Système de Politique Positive*, IV, 135.

« Mais l'état normal ne peut conserver une ère qui rappelle une explosion anarchique bientôt suivie d'une longue rétrogradation. On ne saurait pourtant lier assez l'avenir au passé sans puiser dans le siècle exceptionnel le point de départ de la chronologie finale. Pour concilier ces deux conditions, il suffit de placer l'ère positive au début de la transition organique, réservée à la dernière des trois générations comprises entre l'extinction du théologisme et l'établissement du positivisme. Fixé chronologiquement à l'année 1853, ce point de départ s'y trouve sociologiquement caractérisé par la coïncidence décevise d'une irrévocable dictature avec l'entière construction de la Religion de l'Humanité. Les deux ères, provisoire et définitive, du calendrier positiviste doivent donc différer de deux tiers de siècle; ce qui facilite la comparaison habituelle entre le présent et l'avenir ou le passé » (1).

Je crois qu'il est inutile d'insister, et je laisse au lecteur la tâche de compléter mon commentaire.

Mais je ne dois pas terminer cette note sans signaler le silence que M. Laffitte a cru devoir garder dans sa circulaire annuelle au sujet de la révolution brésilienne. Il est vrai qu'il en avait déjà parlé dans sa *Revue*, mais on est surpris de ne pas trouver la moindre allusion à cet événement dans un écrit qui a la prétention de rendre compte du développement général du positivisme pendant l'année 1889.

Quant à l'article publié dans la *Revue Occidentale* sur notre révolution, ma présente circulaire redresse implicitement, soit les appréciations erronées de M. Laffitte, soit ses adroites insinuations destinées à faire croire que toute l'influence positiviste apparue dans ce mouvement politique était exclusivement due à M. Benjamin Constant.

L'article de M. Robinet, publié dans le même recueil périodique, et concernant également la Révolution du 15 novembre, fourmille d'erreurs plus grossières encore, surtout en ce qui con-

(1) *Système de Politique Positive*, IV, 399-400.

cerne l'histoire et le rôle politique du parti républicain du Brésil.

Pour en finir cette fois avec le sophiste opportuniste, je dirai qu'il vient maintenant de commencer une double campagne réactionnaire contre la liberté de la presse, d'une part, et en faveur de la guerre, d'autre part, sous prétexte de réprimer les abus de la première et de réhabiliter le caractère civilisateur de la seconde ; le tout, comme toujours, à l'aide de théories très systématiques et à la suite de profondes méditations.

III

Réponse à M. Blake.

M. Blake vient de publier un opuscule où il prétend que ceux qui sont à la tête du mouvement positiviste ont négligé jusqu'ici de suivre le programme d'action publique tracé par Auguste Comte dans son *Appel aux Conservateurs*. M. Blake croit que, d'après ce programme, la propagande positiviste devrait se borner pendant la phase initiale de la transition, aux commémorations du calendrier concret. Il reproche aux directeurs positivistes de n'avoir pas tenu compte de ces décisions du Maître. Dans une note, il m'adresse directement une interpellation à ce sujet. Il me demande pourquoi, moi, qui professe de suivre très fidèlement les enseignements d'Auguste Comte, je n'ai pas entrepris de réaliser le « culte historique », tel qu'Auguste Comte l'établissait pour la transition. Mais, sans attendre ma réponse, il se montre disposé à condamner d'avance ma prétendue incon séquence.

Je bornerai ma réponse à ce qui semble essentiel pour que la question puisse être jugée par ceux qui sont assez familiers avec toutes les œuvres de notre Maître.

Tout l'échafaudage étayé par M. Blake me semble assis sur une confusion évidente. Il n'a pas su distinguer dans la transition l'action extérieure du nouveau sacerdoce sur l'ensemble du public de son action spéciale sur les âmes capables d'être converties et ralliées immédiatement. Ces deux rôles sont très différents, et ce n'est pas le second qu'Auguste Comte avait en vue lorsqu'il traçait, d'abord dans sa *Politique*, puis dans son *Appel aux Conservateurs*, son programme de « culte historique. » Voulant déterminer l'action *générale* d'après laquelle la phase initiale de la transition devrait être conduite, il dut assigner aux deux pouvoirs sociaux leurs rôles respectifs. C'est ainsi qu'après avoir indiqué les mesures politiques et l'attitude générale que le pouvoir temporel était tenu d'adopter, il n'oublia pas d'examiner comment le nouveau pouvoir spirituel pourrait déjà participer à cette modification d'ensemble de la situation occidentale. C'est alors que notre Maître fut conduit à concevoir son projet de culte historique, consistant essentiellement dans les 65 commémorations publiques fournies par le calendrier concret. Cependant, à en croire M. Blake, cela veut dire que pendant la phase initiale de la transition, la propagande positiviste doit rester bornée à ces commémorations, d'où il conclut qu'il faut revenir sur nos pas et restreindre notre action publique à faire tous les ans les 65 appréciations historiques dont parlait Auguste Comte. Je demande à mon tour à M. Blake où il a trouvé dans les écrits d'Auguste Comte une telle restriction. Il est évident que M. Blake a été induit en erreur faute de faire la distinction que nous venons de rappeler.

Je dois encore signaler une autre confusion dans laquelle est tombé M. Blake, et qui a contribué beaucoup à sa méprise. Dans le développement de sa thèse, il se sert des mots *prédication publique* et *culte public* comme synonymes. Or, ce sont des choses très différentes et dont l'évidente distinction aurait suffi pour détourner M. Blake d'insister sur la prétendue négligence qu'il nous reproche mal à propos.

Du reste, tout ce que nous savons de l'action sacerdotale de notre Maître proteste contre l'affirmation de M. Blake. L'impossi-

bilité où il fut de réaliser son projet de culte historique ne l'empêcha jamais de faire des efforts pour rallier et coordonner les âmes, ni pour intervenir publiquement toutes les fois qu'il le jugeait nécessaire. D'un autre côté, aurait-il jamais pensé à écrire le *Catéchisme* pour servir spécialement de guide au prosélytisme positiviste, s'il était convaincu qu'il n'y avait autre chose à faire à l'égard du public, que d'accomplir les commémorations du culte historique ? Outre les divers passages du *Catéchisme* où ce résumé est présenté comme devant guider la propagation de notre foi, voici dans les lettres adressées à M. Congrève des passages qui détruisent tout à fait l'opinion singulière de M. Blake :

« J'ai récemment déclaré, dans une réunion religieuse, que je ne ferais plus aucun cours proprement dit, ne devant désormais prendre la parole en public que comme prêtre de l'Humanité, dans le Panthéon que j'ai déjà demandé, d'après mon aptitude exclusive à réaliser le culte des grands hommes, pour lequel ce temple fut solennellement institué. Mais tous mes dignes disciples peuvent et doivent faire les leçons publiques dont je dois maintenant m'abstenir, et pour lesquelles je m'efforcerai de leur faire accorder la liberté suffisante qui, d'ailleurs, existe déjà chez vous, du moins à l'usage des hommes assez indépendants.

« Nous devons spécialement aborber les questions internationales, etc. » (Lettre du 12 juin 1856.)

« En vertu de sa plénitude, de son indivisibilité, de sa systématisation, le positivisme doit finalement comporter des sommaires satisfaisants, quand son ensemble sera mieux saisissable, chez les fils de mes vrais disciples actuels : j'en verrai peut-être d'heureux essais, si je vis autant que Fontcnelle, ou même que Hobbes. Jusque-là, la propagande générale doit uniquement s'alimenter d'après le commentaire oral, public ou privé, des résumés que j'ai moi-même construits à divers degrés. » (Lettre du 22 Charlemagne 69.)

Maintenant, voyons pourquoi nous n'avons pas encore cherché

à réaliser ce « culte historique. » Il y a pour cela de très bonnes raisons que M. Blake semble avoir oubliées tout à fait.

D'abord, tout ce qu'Auguste Comte a établi à ce sujet, suppose l'existence du *sacerdoce positif*. Tant que notre Maître a vécu, il pouvait parler comme si cette condition était déjà remplie, car le sacerdoce c'était lui, et puis, il espérait voir surgir bientôt des vocations sacerdotales parmi ses jeunes disciples. Mais il est mort sans laisser de successeur et jusqu'à présent le sacerdoce positiviste n'a pas encore surgi. Nous n'avons partout qu'un apostolat plus ou moins systématique. Telle est, du moins, notre situation au Brésil.

Ensuite le « culte historique », pour remplir le but auquel Auguste Comte le destinait, suppose aussi des édifices convenables, c'est-à-dire, avec la capacité et l'architecture (je prends ce mot dans son sens le plus général) exigées par de semblables commémorations publiques. C'est pour cela qu'Auguste Comte commença par demander le *Panthéon* afin d'y inaugurer le nouveau culte.

Mais ce n'est pas tout. Croit-on que pour Auguste Comte le « culte historique » ne devait consister que dans un long discours destiné à apprécier les services et les mérites du type correspondant, comme M. Laffitte a essayé de le faire dans ses petites causeries sur les grands types de l'Humanité ? Je ne le crois pas. Le concours des beaux-arts devient nécessaire pour donner à ces commémorations leur caractère culturel. Il faut même admettre que notre Maître avait naturellement la pensée de construire, lorsque le moment serait venu, un rituel adapté à ces « solennités », à ces « apo théoses », à ce programme « sociolatrique. » C'étaient de véritables fêtes publiques qu'il s'agissait d'instituer à propos de chaque glorification (1).

(1) Je crois trouver un indice de ce concours esthétique que le « culte historique » réclame dans ce passage d'Auguste Comte. Après avoir répété sa demande du Panthéon, il ajoute : « quand ma réclamation systématique vaincra des résistances empiriques, j'inaugurerai le premier temple de l'Humanité par la digne glori-

Si cela est ainsi, si le « culte historique », tel qu'Auguste Comte l'a conçu, suppose, outre l'avènement du sacerdoce positif, des édifices convenables et des ressources esthétiques, comment peut-on nous reprocher sérieusement de n'avoir pas encore réalisé une opération cultuelle qui demande des conditions qui n'existent pas encore pour nous, et qu'on ne peut improviser. L'avènement même de ces conditions implique déjà la constitution d'un noyau organisé et un grand développement des sympathies publiques envers la nouvelle doctrine et ses organes.

Voilà donc l'ensemble des raisons qui expliquent pourquoi nous n'avons pas encore songé à faire un essai systématique du « culte historique. » Ces raisons ne nous sont pas venues après coup; elles étaient trouvées depuis longtemps, car, contrairement à ce qu'en pense M. Blake, nous n'avons jamais *négligé* les passages qu'il cite et qu'il semble croire avoir découverts en quelque sorte.

Mais ne doit-on pas faire quelque chose dans la direction indiquée à ce sujet par Auguste Comte, malgré l'absence des conditions ci-dessus rappelées. Ceci est une autre question. Je crois qu'on doit, en effet, sans prétendre réaliser dès à présent le programme conçu par notre Maître, ne pas perdre de vue le but principal qu'il se proposait en instituant son « culte historique. » Mais les efforts dans ce sens dépendent de la situation de chaque noyau positiviste et, par conséquent, il faut éviter toute prescription absolue à cet égard et examiner de plus près les conditions variables de chaque milieu.

En ce qui nous concerne, nous pouvons assurer à M. Blake que, dès le début de notre apostolat, nous avons fait dans cette direction tout ce que nos moyens et notre situation comportaient.

D'abord chaque année, à la suite du cours public destiné à

fication de l'humble vierge du ^v^e siècle, *qu'un noble monument représentera préservant la population éternellement placée sous son saint patronnage.* » (*Synthèse subjective*, préf. p. XV-XVI.)

expliquer le *Catéchisme Positiviste* (1), complété par l'exposition de la *théorie de la transition*, d'après le 5^e chapitre du tome IV de la « *Politique Positive* » et l'« *Appel aux Conservateurs* », M. Mendes remplit une partie du reste de l'année en faisant l'appréciation d'un certain nombre des types du calendrier concret. Outre cela, nous avons profité et nous profitons encore de toutes les occasions qui nous sont spontanément offertes pour accomplir les commémorations historiques. Il suffira de rappeler, entre autres, les centenaires de Turgot, de d'Alembert, de Diderot, de Frédéric, etc.; le bi-centenaire de Corneille; le 3^e centenaire de Camoëns, de Sainte-Thérèse; le 8^e centenaire de Hildebrand; les commémorations spéciales de Mahomet, de Saint-Paul, de Buffon, etc., sans parler de nos commémorations nationales, qui, elles aussi contribuent à cultiver la vénération du passé. Dans ma prochaine circulaire, on verra quelle part capitale nous avons prise dans les fêtes de Tiradentes, un héros brésilien, et de la découverte du Brésil, ainsi que le caractère sociolatrique que nous avons imprimé à ces solennités nationales.

Ajoutons que dans nos prédications, nous nous préoccupons toujours de rappeler, à propos de chaque question essentielle, la série des antécédents historiques qui s'y rapportent, en reproduisant invariablement les jugements portés par Auguste Comte sur les types qui condensent les efforts correspondants. Finalement, j'ai introduit depuis longtemps la pratique de faire, à propos de chaque présentation, l'appréciation des types du Calendrier choisis pour fournir les prénoms de l'enfant.

C'est ainsi que nous nous efforçons toujours, et de plus en plus, sans dépasser les bornes imposées jusqu'ici par notre situation, de « ranimer les pensées et les sentiments historiques », « principale destination » du culte institué par Auguste Comte pour la transition moderne.

La nouvelle situation faite à notre apostolat par l'avènement

(1) On vient de voir qu'un tel cours est expressément autorisé par notre Maître, dans ses lettres à M. Congreve.

de la république et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, va peut-être nous permettre de donner bientôt à nos constants efforts dans ce sens un caractère plus systématique.

Voilà ce que nous avons à dire à M. Blake en ce qui concerne la question du « culte historique ».

Quant aux reproches qu'il nous adresse au sujet du culte de la Vierge-Mère, ils sont encore dénués de tout fondement sérieux. Cette initiative se trouve justifiée par le précepte général d'après lequel notre Maître nous conseille de profiter des aptitudes propres à chaque cas national. Plus particulièrement, cette tentative nous était commandée pour préparer la transformation graduelle du culte de la Vierge catholique en adoration de l'Humanité, résultat que notre Maître espérait voir se réaliser en Espagne et surtout « dans l'expansion américaine du double élément ibérique » (Pol. Posit, IV, 488).

Ensuite, notre initiative se trouvait autorisée par la recommandation qu'Auguste Comte faisait au docteur Audiffrent, à l'occasion d'une mission spéciale : « de représenter le positivisme comme directement résumé par l'utopie de la Vierge-Mère, qui doit nous rendre spécialement attentifs tous les dignes catholiques des deux sexes ». Il est vrai que M. Blake soutient qu'on a exagéré le sens de ces paroles, en donnant à cette recommandation un sens général, tandis qu'il croit qu'il ne s'agissait là que d'un conseil pour un cas particulier. Je ne puis admettre une telle interprétation. Sans doute, c'est à propos d'un cas particulier qu'Auguste Comte se trouve conduit à formuler sa recommandation, mais sur quel motif l'appuie-t-il ? Sur un motif général, c'est-à-dire, sur la propriété inhérente à l'utopie de la Vierge-Mère de nous rendre spécialement attentifs tous les dignes catholiques des deux sexes.

Rien n'indique que l'efficacité de cet attribut devrait se borner au cas spécial dont il était question. Au contraire, il est évident que celui-ci n'est qu'une application particulière d'une propriété généralement applicable.

Du reste nul ne peut prétendre savoir plus à ce sujet que le docteur Audiffrent à qui la lettre fut adressée. Outre ses fré-

quents rapports épistolaires avec notre Maître, il le visita encore pendant sa dernière maladie. Il devait donc bien connaître la pensée d'Auguste Comte à l'égard de cette recommandation. Or, M. Audiffrent n'a jamais douté de la portée générale des paroles de notre Maître, et il a souvent insisté à ce sujet (1).

Finalement, notre initiative se trouve, je crois, amplement justifiée par ce passage d'une lettre d'Auguste Comte à Henry Edger :

« Votre indication sur le culte catholique achève de me prouver que vous êtes pleinement dégagé des préjugés irreligieux ou métaphysiques. Mais je ne pense pas que votre milieu comporte une telle tentative, faute des croyances correspondantes. Ce n'est point par la messe que le culte catholique peut préparer à l'adoration positive. La transition se fait mieux d'après la Vierge, qui fournit aux âmes espagnoles, ainsi qu'aux italiennes, une idéalisation spontanée de l'Humanité, d'après l'apothéose de la Femme. Il serait, je crois, possible d'instituer, surtout en italien, avec une musique appropriée, un véritable office positiviste de la Vierge, qui serait fort utile pour préparer le culte final. Toutefois, une telle transformation convient mieux à l'Amérique du Sud qu'à celle du Nord. » (Lettre du 20 Dante 66, le 4 Août 1864) (2).

Il est vrai que M. Blake nous oppose une phrase du passage d'Auguste Comte concernant la fête de la Vierge-Mère où notre Maître a dit : « Ainsi se trouvera complétée, vers le milieu de l'année, la célébration qui caractérise son début, *quand l'application solennelle* (3) *du calendrier historique aura fait apprécier la Vierge-Mère comme l'idéalisation spontanée de l'Humanité* ».

(1) V. ses opuscules : *Le Positivisme des derniers temps ; Le Temple de l'Humanité ; La Vierge-Mère*.

(2) Je rappelle qu'à cette date le 4^e vol. de la *Politique Positive* était déjà sous presse.

(3) Je ne sais pourquoi M. Blake traduit *solennelle* par *habituelle*.

Or, dans mon rapport pour 1884, en rendant compte de l'inauguration de la fête du 15 Août, j'avais pris en considération ces paroles du Maître. Après avoir reproduit en entier le passage qui se termine par la phrase que je viens de transcrire, je disais : « Cette appréciation (de la Vierge-Mère) comme idéalisation spontanée de l'Humanité, étant chez nous assez familière, puisque l'utopie féminine n'a jamais cessé d'être présentée à notre auditoire, j'ai cru que nous pourrions réaliser déjà la recommandation d'Auguste Comte. » Mais outre cela nous venons de voir, d'après les arguments rapportés ci-dessus, que notre Maître, en établissant les divers degrés de la phase initiale de la transition, n'a pu concevoir leur succession comme absolument invariable, et qu'il a laissé à ce sujet une certaine marge aux différences nationales. Notre dernière révolution est venue apporter une preuve éclatante de la nécessité de ce point de vue relatif. En effet, Auguste Comte dans sa théorie de la transition, appliquée spécialement à la France, comme il nous le dit lui-même, suppose que la dictature pendant la première phase restera étrangère à la nouvelle synthèse; ce n'est qu'à partir de la seconde qu'elle *sympathisera* avec le positivisme. Or, la révolution brésilienne nous a montré des chefs politiques affirmant dans le gouvernement leurs sympathies pour la doctrine régénératrice et cherchant même à s'y inspirer hautement.

D'après cet ensemble de motifs nous croyons ne pas mériter les critiques que M. Blake nous adresse au sujet de la fête de la Vierge-Mère, et nous l'engageons fraternellement à réfléchir plus mûrement sur ces matières.

Il y a encore une question dans l'opuscule de M. Blake, qui ne nous concerne pas directement, mais sur laquelle je voudrais dire quelques mots. Notre confrère condamne absolument le culte (*service*) institué par M. Congrève à Chapel-Street. Ne connaissant pas assez les formes adoptées par le chef éminent de l'Eglise britannique, je ne puis me prononcer à cet égard. Mais c'est sur le principe même d'un tel essai que je désire dire mon opinion. Pour moi il est évident qu'on ne peut contester l'avantage pour toute religion de réunir périodiquement

ses adeptes sous la présidence du ministre respectif pour entendre sa parole et pour lire et prier en commun. Le dimanche se trouve tout naturellement indiqué pour ces réunions auxquelles le public sympathique peut très bien assister. Le positivisme ne me semble devoir faire une exception à cette règle, pourvu que, d'après les recommandations de notre Maître, le développement du culte intime et l'application des sacrements sociaux garantissent l'efficacité de ce culte en commun. Dans mon rapport annuel pour 1884, à propos d'une circulaire de M. le Dr Audiffrent, je signalais déjà la nécessité de satisfaire dans une certaine mesure ces besoins de culte collectif. Mais en même temps j'avouais les difficultés générales et locales que présentait une initiative de ce genre. Le sentiment de ces difficultés nous a empêché jusqu'ici d'instituer un essai quelconque dans ce sens. Peut-être serons-nous conduits bientôt à faire quelque chose qui réponde à ces besoins.

Quoi qu'il en soit, ce que je tiens à sauvegarder ici c'est le principe même de telles réunions cultuelles, quelles que soient les critiques qu'on puisse adresser aux formes adoptées dans tel ou tel lieu.

Je crois avoir ainsi répondu à l'interpellation que M. Blake a cru devoir m'adresser, en ne dépassant pas les limites qu'il a lui-même assignées à ses critiques.

Mais si, sans nous astreindre à ce qui concerne spécialement la prédication publique, nous considérons l'ensemble de l'existence positiviste, il est évident que notre devoir est de nous rapprocher autant que possible du type construit par notre doctrine. C'est ce que rappelle toujours l'épigraphe de mes circulaires annuelles : « L'ascendant nécessaire des positivistes ne peut reposer que sur une vraie supériorité de cœur, d'esprit et de caractère, supposant une préparation difficile, et prescrivant une conduite personnelle, domestique, et civique, toujours conforme au type normal qu'ils proclament (1) ».

(1) *Sixième circulaire Annuelle* (1855). V. aussi la *Conclusion Générale du Système de Politique Positive*, t. IV.

C'est surtout ce point de vue d'ensemble qu'il ne faut pas négliger.

En finissant, je m'aperçois que j'ai été plus long que je ne l'espérais d'abord, mais on peut appliquer ici la réflexion par laquelle Auguste Comte terminait jadis une lettre à M. Michel Chevalier. En effet, s'il est aisé de présenter en quelques lignes la pensée ou la conduite d'autrui sous un faux jour, la rectification ne peut jamais être aussi concise.

IV

Auguste Comte et Blainville.

Dans un volume récemment publié sur la vie et les travaux de Blainville (1), j'ai trouvé deux lettres adressées par notre Maître à son ami, le grand biologiste.

Ces lettres ont été reproduites dans un but diffamatoire. On a publié la première pour avoir l'occasion de parler de la maladie mentale de notre Maître, afin de se donner le plaisir de le présenter comme un simple fou ; la seconde a été reproduite afin de faire croire que le jugement final émis par notre Maître sur le grand biologiste (2), a été inspiré par le dépit causé par un refus d'argent, le tout assaisonné de quelques citations empruntées à Littré. Il est inutile de réfuter de telles méchancetés. Auguste Comte peut aujourd'hui braver impunément ces haines posthumes, faible écho de celles qu'il inspira aux académiciens de son temps lorsque les spécialistes sentirent que l'avènement de la philosophie positive venait terminer irrévocablement leur

(1) *Étude sur la vie et les travaux de M. Ducrotay de Blainville*, par Pol Nicard, lauréat de l'Institut. Paris, J.-B. Baillière et Fils, 1890.

(2) V. le Discours prononcé par Auguste Comte sur la tombe de Blainville. (*Syst. de Politique Positive*, t. I^{er}. Appendice).

règne et dévoiler leur insuffisance intellectuelle, morale, et sociale.

Du reste le livre en question est bien l'ouvrage d'un esprit académique. On y cherchera en vain une appréciation philosophique de l'œuvre de Blainville, convenablement rattachée à l'ensemble des travaux biologiques. L'auteur en spécialiste, ne voit que le petit côté des choses ; les grandes lignes lui échappent tout à fait. Aussi les deux lettres d'Auguste Comte et le beau portrait de Blainville, reproduction par l'héliogravure d'une toile d'Ary Scheffer, sont la seule compensation que peut nous offrir l'acquisition d'un tel volume, dont je n'ai parlé ici qu'afin de signaler les deux documents concernant notre Maître.

Les deux lettres sont séparées par près de vingt ans de distance. La première est curieuse parce qu'elle a été écrite au début même de la maladie mentale survenue, on le sait, à la suite de profonds chagrins domestiques. C'est à ce document, dans lequel le dérangement cérébral est déjà assez visible, que Blainville fait allusion dans le passage suivant d'une lettre adressée par lui à M^{me} Comte, trois mois après le terrible événement :

« Le samedi 15 avril dernier je reçus, en rentrant diner chez moi, à 5 heures, une lettre assez singulière de M. Comte, dans laquelle, après m'avoir annoncé qu'il a manqué être pis qu'un mort, il me disait qu'il avait été son médecin et que, si je voulais en savoir davantage, je m'adressasse à M. de Lamennais, son confesseur et son ami, ou que, si je le pouvais, je vinsse le voir à Montmorency, à l'auberge du *Cheval Blanc*, où il serait jusqu'au mardi suivant ».

L'autre lettre est de 1845. Elle nous montre les terribles difficultés matérielles contre lesquelles luttait déjà notre Maître, à la suite de la première spoliation accomplie par ses ennemis académiques. On connaît toutes les péripéties de cette lutte qui se termina par une spoliation complète et définitive. Notre Maître ne fut préservé de mourir de faim que grâce au libre subsidé positiviste institué pour le sacerdoce de l'Humanité.

La philosophie troisième et M. Laffitte

Je croyais n'avoir plus à m'occuper de M. Laffitte dans cette circulaire. Mais la nouvelle édition qu'il vient de publier du *Catéchisme Positiviste*, m'oblige à dire quelques mots à propos d'une déclaration contenue dans l'appendice et concernant la philosophie troisième.

On sait que nonobstant les décisions finales d'Auguste Comte, M. Laffitte a voulu créer une philosophie troisième, ou science concrète. Lorsqu'il eut annoncé son nouvel amendement et publié son manifeste à ce sujet, notre confrère, M. Mendes, dans une note ajoutée à la fin de son volume sur la philosophie chimique, mit en toute évidence l'inanité d'une telle prétention et combien elle s'opposait à la pensée définitive du Maître à cet égard. Voici maintenant que dans l'appendice de sa nouvelle édition du *Catéchisme*, M. Laffitte nous dit, en parlant de sa trouvaille : « Cette modification au plan primitif d'Auguste Comte sur la *Philosophie troisième*, par l'admission des deux théories de la Terre et de l'Humanité, *ayant donné lieu à des observations de positivistes éminents*, je me contente de donner le plan du cours sur la théorie de l'Industrie, et l'on pourrait alors réduire les théories de la Terre et de l'Humanité à un ensemble de considérations préliminaires. »

On le voit, il a été obligé de rebrousser chemin et de revenir essentiellement à la décision d'Auguste Comte. Quels sont ces positivistes qui ont pu le faire reculer ainsi ? Je l'ignore et l'épithète que M. Laffitte leur décerne nous montre assez que ce n'est pas nous qu'il veut désigner. Quoi qu'il en soit, ces positivistes là doivent être certainement très puissants.

Nous reproduirons bientôt à part la note de M. Mendes concernant la philosophie troisième, ainsi qu'une autre de notre confrère sur une loi complémentaire de philosophie première que M. Laffitte prétend avoir découverte, avec l'examen qu'il vient d'écrire du programme de biologie publié par l'incurable sophiste.

ANNEXES

A

Auguste Comte et Clotilde de Vaux

I

L'histoire a consacré le souvenir, la poésie a idéalisé la légende des amours d'Héloïse et d'Abélard, de Dante et de Béatrice, de Laure et de Pétrarque.

On peut douter si, sans le chaste roman qui traversa sa vie, le nom même du moine disputeur dont le brumeux génie ne se distingue guère de celui des scolastiques de son temps, fût arrivé jusqu'à nous. L'image de Béatrice est gravée dans le poème du Florentin et sa céleste figure resplendit, divinisée, dans l'apothéose. Quant à Pétrarque, que serait son œuvre si l'on en retranchait les sonnets, directement inspirés par une persévérante et pure passion?

Or, qu'étaient-ce qu'Héloïse, et Laure, et Béatrice? Étaient-elles dignes de l'amour qu'elles inspirèrent? Qu'importe! et pourquoi dépouiller ces douces héroïnes du nimbe de poésie qui les enveloppe? Il suffit que leurs ombres, discrètement voilées, nous apparaissent derrière les lumineuses ombres de ceux qui les adorèrent. Elles étaient femmes; elles furent aimées: voilà toute leur histoire, et la postérité n'en a pas demandé davantage pour accueillir leur souvenir.

C'est ainsi, sans doute, quand les âges futurs auront fait au fondateur du positivisme la place qui lui revient parmi les génies et initiateurs de l'esprit humain; c'est ainsi que nos descendants, qui admireront et respecteront Auguste Comte comme un des plus grands philosophes des temps modernes, aimeront à évo-

quer l'image de celle qu'il appela son « éternelle compagne », à laquelle il voua, pendant les treize dernières années de sa vie, un véritable culte domestique et public, comme un païen à sa déesse, ou plutôt comme un catholique dévot à la sainte sous le patronage de laquelle il s'est placé.

Cette liaison, qui ne cessa pas d'être pure, que la mort de M^{me} de Vaux, loin de briser, rendit plus étroite et plus passionnée, marque dans la vie intellectuelle du philosophe une période absolument distincte de celle qui la précéda. On peut discuter sur le point de savoir si la *Politique positive*, ainsi que le soutiennent les comtistes, est le couronnement nécessaire et logique de la *Philosophie*. Ce qui est hors de doute, c'est que l'influence sentimentale sous laquelle Auguste Comte se trouva placé, par le fait de sa liaison avec Clotilde de Vaux, imprima à ce rigoureux et sévère esprit une direction morale, l'inclina de plus en plus vers des dispositions mystiques qu'il devait systématiser dans sa religion de l'humanité. Comment ne pas attribuer à cette influence souveraine l'idéalisation du type féminin, proclamée comme l'essence même du culte positif, et de laquelle devait sortir la fameuse utopie de la Vierge-Mère, hardiment proposée sous la forme d'une hypothèse scientifique qui, lorsque Comte l'osa formuler, put paraître le fruit d'une imagination égarée, et qui ne semble plus aujourd'hui aussi dénuée de toute rationalité !

Du jour où Auguste Comte fit la connaissance de M^{me} Clotilde de Vaux, date une passion qui désormais remplira sa vie, qui pénétrera profondément son esprit et son cœur, et, d'abord traversée de désirs charnels, finira par s'affranchir de toute attache matérielle, pour ne plus brûler dans le fond de l'âme du philosophe que comme une chaste flamme dans un sanctuaire.

A mesure que cet amour naît, grandit, se fixe en une adoration mystique dont les effusions quotidiennes sont par lui systématiquement réglées, comme les prières et les méditations d'un croyant voué à la vie contemplative, les idées d'Auguste Comte subissent de plus en plus une influence dominatrice qui détermine leur orientation vers une philosophie plus douce, plus tendre, plus réellement *humaine*. C'est ainsi que, à cette religion de savants,

froide et académique, ne s'adressant qu'à l'esprit et ne visant qu'à convaincre la raison, dont la *Philosophie positive* semble devoir être le dogme, s'ajoute ce couronnement imprévu d'une religion d'amour, de pitié et de dévouement, dont la morale pure et virile commande à la raison au nom du cœur, et résume toute l'existence dans cette trilogie : « Aimer, penser, agir. »

Il m'a semblé que cet épisode capital dans la vie du grand philosophe, et qui éclaire d'une si vive lueur la genèse, dans ses puissantes conceptions sociales, de son œuvre suprême, *la Politique positive*, méritait d'être raconté.

Celui qui a érigé en axiome fondamental de la morale humaine l'obligation de vivre au grand jour, s'est appliqué à lui-même cette prescription, en ordonnant la publication, après sa mort, de toute sa correspondance intime avec son « ange gardien », de ses *Confessions annuelles* et de son testament.

C'est dans le livre édité par ses exécuteurs testamentaires que je puise les éléments de ce récit.

II

Auguste Comte avait quarante-six ans et M^{me} Clotilde de Vaux en avait trente, lorsqu'une circonstance fortuite les rapprocha. Il y avait déjà deux ans que le philosophe vivait seul, à la suite de sa séparation d'avec M^{me} Comte.

Pendant une année environ, leurs relations furent purement mondaines ; Auguste Comte voyait M^{me} de Vaux chez ses parents, auprès desquels elle était venue demeurer, après des revers et des malheurs qui avaient à jamais brisé sa vie. Mariée de bonne heure, sans amour, elle avait été l'innocente victime d'un homme frappé par la justice d'une peine infamante. Veuve sans être libre, elle portait dignement le fardeau d'un nom déshonoré.

Auguste Comte dut, dès l'abord, être frappé de cette situation douloureuse, à laquelle il ne manqua pas de trouver quelque analogie avec la sienne. Ce fut, sans doute, ce qui éveilla

chez lui un premier sentiment de pitié, cet irrésistible attrait qu'éprouvent les âmes généreuses pour les âmes souffrantes. De ce sentiment entretenu, puis transformé par des fréquentations au cours desquelles se révélèrent l'exquise nature, l'intelligence fine et droite, la touchante résignation de M^{me} de Vaux, jaillit dans le cœur de l'austère philosophe une passion d'abord discrète et contenue, puis débordante.

C'est à propos d'un livre (*Tom Jones*, de Fielding) prêté par Auguste Comte à Clotilde de Vaux que commença entre eux un échange de correspondance qui tout de suite devint quotidien, dura toute une année, et ne fut brisé que par la mort.

Dès les premières lettres, il est facile de deviner, sous les formules respectueuses du style, le tendre sentiment qui a déjà envahi le cœur d'Auguste Comte. Les visites banales chez les parents, où la conversation avec M^{me} de Vaux ne peut se départir de l'allure et du ton ordinaires ; ces visites, qui suffiraient à un ami, ne suffisent plus à un amoureux :

« Le prix que vous voulez bien attacher à ma conversation m'enhardit à vous déclarer que je serais très satisfait de voir se multiplier de telles relations autant que vous le jugerez convenable. J'ai souvent été jugé peu sociable, faute de trouver, chez les autres, une disposition d'esprit, *et surtout de cœur*, suffisamment en harmonie avec la mienne... Outre l'élévation d'idées et la noblesse de sentiments qui semblent propres à toute votre intéressante famille, une triste conformité morale de situation personnelle constitue encore, entre vous et moi, un *rapprochement spécial*. (2 mai 1845.) »

Pauvre grand philosophe, il croyait son secret bien caché, et avec quelle prudence délicate il évitait de le trahir par un mot trop hardi !

Mais déjà, et depuis longtemps sans doute, celle qu'il aime l'a deviné. Déjà, on le sent, elle est en garde contre un aveu, et toute prête à se défendre :

« Ma situation isolée m'a portée à recevoir rarement

des visites d'hommes ; mais cependant j'en reçois quelquefois et je tiendrai à honneur de vous accepter du nombre. (15 mai 1845.) »

Remarquons qu'elle a mis treize jours à répondre et à bien peser les termes de sa réponse. Aussi, avec quelle sûreté marque-t-elle l'intimité au point précis où elle doit rester, pour ne pas prendre ce caractère de « rapprochement spécial » que sollicite Auguste Comte !

Mais l'amour peut-il discerner ces réserves du tact féminin ? Ce consentement si nettement limité équivaut pour le philosophe à un consentement absolu. Le cœur se persuade si aisément qu'il a obtenu ce qu'il désire !

L'aveu, cet aveu sans doute depuis longtemps contenu, il n'hésite plus dès lors à le révéler :

« Sans attendre strictement cette heureuse autorisation, j'avalais, il est vrai, spontanément cessé déjà de combattre le doux ensemble de sentiments qui m'a graduellement entraîné vers vous, et dont l'essor importe tant à la juste satisfaction de ma vie morale, jusqu'ici trop comprimée extérieurement ; mais l'incertitude de votre indulgente approbation eût bientôt arrêté cet élan d'un cœur qui craindrait par-dessus tout de vous déplaire, tant que vous ne lui auriez pas permis de vous consacrer ouvertement toute l'intime affection d'un frère aîné. Puisque je ne saurais, hélas ! devenir plus jeune, que n'êtes-vous, Madame, moins belle et moins aimable, afin de compenser un peu le fatal disparate de ma verdeur morale à ma maturité physique ! Mais l'un n'est guère, au fond, plus possible que l'autre...

« Combien ne vous dois-je pas de reconnaissance pour avoir ainsi ranimé ma vie morale par l'impulsion la plus imprévue, au temps même où j'avais dû tristement renoncer à tout pareil bonheur ! Sans doute, les grands sentiments d'amour universel où m'entretiennent habituellement mes travaux propres sont délicieux à éprouver ; mais combien leur vague énergie philosophique est loin de suffire à mes vrais besoins d'affection ! Ni vous, Madame, d'une part, ni mes adhérents spéculatifs de l'autre, n'aurez jamais à craindre d'ailleurs aucun véritable conflit entre deux ordres d'émotions que je me sens disposé à concilier

pleinement, et même à fortifier l'un par l'autre. Quand le noble Vauvenargues a dit : « Les grandes pensées viennent du cœur », il ne sentait probablement pas toute l'intime réalité de cet aperçu instinctif. Je suis bien certain, en effet, que toutes les hautes inspirations, morales ou mentales, sont spontanément solidaires, et se stimulent mutuellement. La beauté physique, la beauté morale, la beauté intellectuelle deviennent réciproquement mieux appréciables par leur intime affinité graduelle. Cette heureuse connexité entre l'essor mental et l'essor affectif s'applique, en général, à tous les grands travaux quelconques, quoi qu'en puisse dire la sotte austérité de nos froids pédants. Mais elle convient assurément davantage aux travaux qui, comme les miens, directement relatifs à la philosophie sociale, se proposent continuellement de développer autant que possible la grandeur de la nature humaine, laquelle doit surtout dépendre de la générosité des sentiments plus même que de l'étendue des conceptions. C'est donc, ma charmante amie (puisque vous daignez tolérer ce titre), sans aucune vaine affectation sentimentale, peu convenable à mon caractère, mais d'après une conviction aussi raisonnée qu'intime, que je me félicite de l'heureuse coïncidence de la douce résurrection morale que je vous dois avec l'élaboration naissante de mon second grand ouvrage qui, loin de souffrir d'un tel concours, en vaudra certainement beaucoup mieux, comme une agréable expérience me l'indique déjà directement. Quel précieux contraste elle m'offre avec le triste état de compression affective où j'étais, malgré moi, plongé, en commençant, il y a quinze ans, mon ouvrage fondamental, presque entièrement exécuté ensuite sous cette accablante impression ! Je suis tellement pénétré de cette salutaire réaction, que je n'hésiterais pas à vous adresser un jour la dédicace publique d'un travail où vous aurez ainsi indirectement coopéré, si des convenances respectables ne m'interdisaient point un tel aveu. Mais quels que soient ceux de mes amis que je doive ultérieurement honorer de cette manifestation, une secrète réserve dirigera toujours la meilleure partie de mon intime gratitude vers celle qui, en ranimant l'essor de mes plus doux sentiments privés, aura si efficacement secondé mon impulsion philosophique. (17 mai 1845.) »

Comment ne pas se sentir pénétré d'admiration pour ce noble et fier esprit, moins préoccupé des joies d'un amour qu'il croit partagé, que de la réaction produite sur ses conceptions sociales par les tendres sentiments qu'il éveille en lui ! Tout ce que cet amour peut donner de bonheurs, il le reporte, dans son enthousiasme philosophique, au bénéfice de l'œuvre de rénovation humanitaire qu'il a entreprise.

Déjà, il voit cette œuvre accomplie sous l'impulsion, sous l'inspiration de celle à laquelle il a, dès ce jour, voué un culte éternel, et il lui en décerne la dédicace.

Hélas ! la réponse ne se fait pas attendre, et il n'y a pas à s'y méprendre. Comte a offert son amour, M^{me} de Vaux refuse cet hommage.

« J'ai trop souffert pour ne pas être au moins sincère, Monsieur ; et si je n'ai pas répondu à votre lettre de samedi, c'est parce qu'elle m'a causé des sentiments pénibles, que je n'aurais pas su vous cacher.

« En acceptant votre amitié et votre intérêt, je croyais, je vous l'avoue, contribuer à votre bonheur et au mien : il m'a été douloureux d'avoir à craindre le contraire.

« Si je ne m'étais pas fait depuis longtemps une habitude de cacher mon cœur, je vous aurais inspiré encore plus de pitié que de tendresse, j'en suis sûre. Il y a un an que je me demande chaque soir si j'aurai la force de vivre le lendemain..... Ce n'est pas avec de telles pensées qu'on peut faire des coups de tête. (21 mai 1845.) »

La lettre est triste, douce, tendre si l'on veut. Mais elle est bien d'une femme que le coup de foudre n'a pas touchée, et qui ne veut pas se donner.

La déception est rude pour ce cœur qui s'est si naïvement, si pleinement ouvert ; pour cet orgueilleux et puissant esprit qui s'est mis aux pieds d'une femme, et qu'une femme repousse.

Auguste Comte reçut la blessure, et quelque profonde et douloureuse qu'elle fût, sa mâle énergie ne trahit aucune amertume.

« ... Le douloureux billet que je viens de parcourir me fait subitement sentir toute l'étendue de mes torts... Ceux qui se proposent de diriger les autres ont bien souvent besoin de toute leur indulgence, et je crains d'avoir trop peu mérité la vôtre. Une terrible phrase de ce billet saisissant m'inspirerait de graves alarmes et de profonds remords si je ne pensais que votre douce sagacité aura su discerner mes honorables impulsions réelles à travers les formes de l'inexpérience et de la précipitation. (21 mai 1845.) »

Le philosophe se soumet. Il lui a suffi d'un avis pour dompter (il le croit du moins) une passion inutile. Il a imposé silence à ses sentiments, et il s'estime assez fort pour répondre que, désormais, ils sont « réglés ».

M^{me} Clotilde de Vaux n'en fut peut-être pas aussi persuadée. Mais elle se garde d'en paraître douter :

« Je vous remercie de votre dernier billet, Monsieur. J'aurai toujours grand plaisir à vous voir, et j'espère que nous éviterons les causeries embarrassantes... Adieu, Monsieur Comte, croyez à mon affection et gardez-moi celle d'un ami. (21 mai.) »

Ainsi tout est fini. Le roman d'amour, à peine commencé, est clos. Pourtant la correspondance continue ; et trois jours après cette lettre virilement résignée, dans laquelle Auguste Comte déclare qu'il a irrévocablement « réglé ses sentiments », que la blessure est fermée, et qu'il ne lui permettra pas de se rouvrir, il écrit :

« L'indispensable transformation que vous avez dû prescrire à mes sentiments est beaucoup plus douloureuse que vous ne pouvez l'imaginer. Mais elle n'en sera que plus méritoire, et je travaille loyalement à l'accomplir, ayant reconnu maintenant combien elle importe à votre bonheur et au mien. Je sens aujourd'hui que ce grave combat se terminera bientôt à mon honneur et à notre profit, de manière à permettre la réalisation graduelle des douces espérances que vous attachiez d'abord à cette ver-

tueuse intimité, et qu'un instant d'égarement m'exposait à vous faire perdre. (24 mai.) »

Il insiste quatre jours après :

« Ma lettre de samedi vous indique ma ferme résolution de respecter désormais les vertueuses limites que vous avez été forcée de me rappeler, quand ma pensée avait osé les franchir un moment. Outre votre connaissance générale de ma loyauté, cette même impossibilité de rien dissimuler qui m'avait involontairement conduit à vous alarmer, doit aujourd'hui vous garantir spécialement la sincérité de mon repentir, et l'efficacité d'un combat, aussi noble que douloureux, maintenant près de finir à mon honneur.

« La grossièreté de mon sexe m'imposait, sans doute, cette orageuse transition, pour aboutir au pur état d'une véritable amitié, que la délicatesse féminine vous permettait d'atteindre directement sans aucun tel préambule. Vous avez dû, comme tout le monde, remarquer en moi cette exception frappante, encore plus relative au cœur qu'à l'esprit, et toutefois étrange sans être unique, qui me fait conserver, dans ma pleine maturité physique, toute la verdure et l'impétuosité de la jeunesse, avec tous les avantages de sa spontanéité, mais aussi avec tous les inconvénients de son inexpérience. Tel est, sans doute, Madame, le premier fondement, peut-être même à votre insu, de votre sage indulgence pour mes récentes folies. Mais vous ne pouviez savoir que ce cœur si expansif devait être d'autant plus sensible qu'il n'avait jamais pu jusqu'ici s'ouvrir convenablement. Il était si peu vraisemblable que vous rencontriez là l'unique sentiment, à la fois pur et profond, que j'aie encore éprouvé. (28 mai.) »

Il y revient le lendemain, le surlendemain, les jours suivants, dans toutes ses lettres. Il est guéri, il veut qu'on le sache. Il analyse, il discute sa passion ; il en fait l'anatomie, comme d'un cadavre. Il est guéri ; il a refréné les élans de son cœur ; il est heureux.

Mais, sous ces cris de triomphe, sous ces assurances qu'il croit

sincères, la pénétration féminine distingue, entend le sanglot étouffé de l'amant qui souffre et ne peut maîtriser sa peine.

Il faut frapper encore ; mais cette fois il faut que le coup soit tel que cette passion mal tuée ne s'en relève pas.

M^{me} de Vaux écrit alors cette cruelle, cette terrible confidence :

« Je n'aurais pas cru qu'il fût possible de rien ajouter à ce que j'ai souffert depuis longtemps ; mais je viens de voir qu'on peut ressentir le contre-coup des douleurs des autres en même temps qu'on subit les siennes. Mon cœur est comme mutilé ; et quand je vous ai dit que je me demandais chaque soir si j'aurais le courage de passer le lendemain en ce monde, c'est vrai à la lettre. Au nom de l'intérêt que je vous porte, je vous en prie, travaillez à surmonter un penchant qui vous rendra malheureux. Un amour sans espérance tue le corps et l'âme ; il vous fauche comme un brin d'herbe. Il y a deux ans que j'aime un homme de qui je suis séparée par un double obstacle. En vain j'ai essayé de métamorphoser ce sentiment funeste en maternité, en tendresse de sœur, en dévouement, il m'a dévorée sous toutes les formes. Il n'y a que quand j'ai eu le courage de m'éloigner que j'ai pu commencer à vivre... Conservez-moi votre amitié et croyez que j'apprécie votre cœur tout ce qu'il vaut. Le mien est comme flétri ; il faut qu'il se retrempe aux sources de la résignation et de la solitude. Je désire que vous ne veniez pas me voir chez moi : épargnons-nous les émotions l'un à l'autre ; elles ne peuvent que nous être funestes. Explorez toutes vos armes d'homme pour cette lutte, monsieur Comte ; une femme n'a que son cœur pour combattre, et elle n'en est pas moins tenue au succès. (5 juin.) »

L'excès même de la douleur semble retremper l'âme du philosophe. A peine une plainte s'échappe-t-elle de sa plume ; et encore se hâte-t-il de la reprendre, de l'atténuer, dans sa sollicitude attentive à ne pas effleurer celle qui pourtant le frappe si impitoyablement :

« J'aurai le courage, Madame, de vous remercier cordialement

pour votre douloureuse confiance, et de vous témoigner avec sincérité combien votre admirable lettre d'hier confirme ma haute opinion de votre rare noblesse morale. Sans doute, il eût été encore préférable que cette irrévocable déclaration eût aussitôt suivi la fatale explosion de mes malheureux sentiments, qui dès lors n'auraient pu s'enraciner aussi profondément. Mais pourrai-je blâmer ce retard de quinze à vingt jours, quand je pense au violent effort qu'a dû vous imposer un tel aveu, que la vivacité même de mes émotions pouvait d'ailleurs vous faire craindre de trop hâter ? Quoi qu'il en soit, le remède, j'espère, vient encore à temps pour prévenir un cours d'affection qui pouvait, à mon insu, finir par tout compromettre en moi, tout jusqu'à ma raison...

« Pour vous et pour moi, je dois éteindre de toutes mes forces, dès son énergique début, le seul véritable amour que j'aie jamais senti ; et certes, après cette cruelle épreuve, vous concevez avec quelle sollicitude je fuirai maintenant toute semblable atteinte ! Car vous, du moins, vous aviez apprécié mon cœur et pas seulement mon esprit...

« Ma chère philosophie, qui ne se perd point en vaines paroles, peut aussi bien inspirer, suivant le cas, la résignation que l'activité ; elle saura me préserver de toutes folles luttes contre des obstacles évidemment insurmontables. Quelque rude que soit cette épreuve, vous reconnaîtrez, j'espère, que je l'aurai dignement subie...

« Je vais de nouveau, comme en tant d'autres cas antérieurs, chercher dans ma vie publique la noble quoique imparfaite compensation des malheurs immérités de ma vie privée. Puisse l'Humanité profiter de cet inévitable sacrifice extrême ! Je dois désormais redoubler d'amour pour elle. Le passé m'apprend, certes, qu'elle ne fut jamais ingrate : mais hélas ! elle ne me rendra sa sainte affection éternelle que longtemps après que j'aurai cessé de pouvoir goûter cette ineffable consolation, dont il n'est donné à personne de pouvoir jouir autrement que par une idéale anticipation.

« Adieu, ma noble sœur ; j'accepte sincèrement la main que vous me tendez. Espérons tous deux une meilleure situation

mutuelle, que je vais m'efforcer de préparer avec un courage digne de l'amicale sérénité que vous me laissez encore entrevoir au bout de tant d'orages. (6 juin.) »

Et maintenant, l'amour est mort, bien mort, et la sainte et fraternelle amitié, comme une fleur de ruines, va s'épanouir sur les restes de la passion éteinte.

Trois semaines ont passé depuis la crise finale provoquée par la cruelle confidence. Les lettres d'Auguste Comte, apaisées, graves dans leur intimité, ne trahissent plus aucun vestige de sentiments sans doute enfin irrésistiblement « réglés ».

Un incident survint, qui eût été peut-être sans portée dans un autre moment ; mais qui, étant donné l'état de cœur du philosophe, devait le ramener, si mal affermi, aux troublantes et délicieuses pensées qui l'avaient naguère égaré.

La belle-sœur de M^{me} de Vaux devint mère d'un enfant dont Auguste Comte et elle avaient été désignés, probablement bien avant la naissance, pour être le parrain et la marraine.

En ce lien qui les rapprochait ainsi d'une manière étroite, Auguste Comte, avec les tendances sentimentales de son esprit, vit le symbole d'une sorte d'union spirituelle avec celle qu'il adorait toujours.

« Le saint engagement que j'ai accepté, et où je suis si heureux de votre association, se fait déjà sentir en moi, écrit-il. Tous deux dépourvus de postérité, nous ne saurions, avec des cœurs comme les nôtres, voir une formalité vulgaire dans cette sorte de paternité volontaire, dont je me sens prêt à remplir tous les touchants devoirs, quelque extension qu'ils puissent jamais acquérir. Si déjà la parenté vous y invite spécialement, j'y suis moi-même poussé, non moins fortement peut-être, par le besoin des émotions domestiques, qui, depuis trop longtemps, me manquent à la fois de tous les côtés. (25 juin.) »

Plus il réfléchit, en ses méditations nocturnes, et plus il se confirme dans cette idée d'un mariage possible où se réfugie son amour :

« Permettez-moi de caractériser aujourd'hui l'ensemble de mes vrais sentiments en vous déclarant ici, avec une parfaite sincérité, que si un jour je redeviens libre, je me sens résolu à ne jamais prendre d'autre épouse que vous, sauf à rester toujours isolé si alors vous ne m'acceptiez pas. Mon cœur voit donc finalement en vous, dans la réalité actuelle, une véritable amie, et, dans mes rêves d'avenir, une digne épouse. (3 juillet.) »

Ainsi, tout est oublié, tout est effacé. Et le voilà ressaisi tout entier par cette passion qui, à vrai dire, ne l'a jamais quitté. En vain, il cherche à se faire illusion, à ne la vouloir pas reconnaître, à la spiritualiser, à la transformer, comme le lui écrivait M^{me} de Vaux à son propre sujet, « en paternité, en fraternité, en dévouement ». C'est toujours l'homme qui aime, qui désire, qui appelle, qui sollicite le bonheur, le bonheur tel que tous les hommes qui aiment le conçoivent, c'est-à-dire la possession de la femme aimée.

Mais Clotilde qui n'aime pas, qui n'a pour Comte qu'une estime profonde, qu'une affection, hélas ! exclusivement faite de respect et de pitié ; Clotilde ne le laisse pas se reprendre au rêve duquel, une fois déjà, elle l'a si rudement réveillé :

« Cher monsieur, je voudrais pouvoir répondre d'une manière précise à votre lettre de ce matin...

« Quant à l'état de mon cœur, permettez-moi de n'y pas penser moi-même. Je serai votre amie toujours, si vous le voulez ; mais je ne serai jamais plus. Considérez-moi comme une femme engagée, et soyez bien convaincu qu'à côté de mes douleurs il y a place pour de grandes affections.

« Je vous l'ai dit, dès le commencement de nos relations, je désire que vous ne vous occasionniez ni trouble ni souffrance à mon sujet. Personne plus que moi ne compatit aux tempêtes du cœur ; mais elles m'ont brisée, et je suis impuissante devant elles. (3 juillet.) »

De nouveau, l'ardent philosophe s'humilie, et semble résigné à se contenter de ce que l'on veut lui accorder :

« J'accepte, avec une respectueuse reconnaissance, la sainte amitié dont vous daignez me renouveler la constante assurance, et je sens combien elle importe au bonheur de toute ma vie, malgré votre irrévocable résolution de ne jamais dépasser une douce fraternité. Résigné désormais à me contenter toujours de ce que vous voudrez bien m'accorder, ne craignez plus, chère Clotilde, aucune indiscrete sollicitation. Aurais-je même pu, il y a six mois, espérer, pour aucun temps, cette félicité restreinte ? C'est à moi, du reste, à régler mon propre cœur autant que je le pourrai, sans jamais murmurer contre des limites involontaires qui, comme vous le remarquez très bien, n'interdisent pas de grandes affections. Il est toujours si doux d'aimer, quels que puissent être le mode et le degré de la réciprocité ! Espérons donc, ma Clotilde, que cette sincère fraternité embellira tout le reste de notre vie privée, en même temps qu'elle perfectionnera, j'en suis certain, l'ensemble de notre vie publique. (4 juillet.) »

Cette fraternité d'âmes, à laquelle il semble se plier, remarquons néanmoins combien elle tend sans cesse à dépasser l'expression juste, dans les lettres de Comte ; tandis qu'au contraire Clotilde s'efforce de la contenir dans les termes d'une politesse presque froide.

Auguste Comte a depuis longtemps délaissé l'appellation cérémonieuse de « madame » pour ne plus donner à Clotilde que le titre affectueux de « chère amie ». M^{me} de Vaux, elle, en est toujours au « monsieur ». Et la correspondance quotidienne, ou à peu près quotidienne, se poursuit, alternant avec des entrevues chez la mère de M^{me} de Vaux. Toujours retenue et soigneusement contenue, par la jeune femme, dans les limites purement amicales, elle reprend vite, chez Auguste Comte, son allure passionnée. Et son intensité amoureuse donne aux hautes et sévères leçons du philosophe, initiant sa sainte Clotilde à tous ses penses, à tous ses travaux, à toutes ses vues profondes sur l'éducation, l'art et la morale sociale, un charme singulièrement poétique.

Cependant, subissant insensiblement, et à son insu peut-être,

l'ascendant d'un amour dont rien ne rebutait la constance, et dont les témoignages ardemment répétés eussent à coup sûr fini par pénétrer le cœur le plus insensible, Clotilde de Vaux se laissait aller à une intimité plus grande avec « son cher philosophe ». Aux entrevues en quelque sorte officielles, et dont Auguste Comte ressentait vivement la gêne, s'était ajoutée la douce — et dangereuse — habitude d'entrevues plus secrètes. M^{me} de Vaux avait fini par venir une fois par semaine chez Auguste Comte. Il est naturel de supposer que ces entretiens, dans lesquels le philosophe pouvait librement s'abandonner aux épanchements de son cœur ; où l'amie, malgré sa réserve, devait prêter une oreille indulgente à ces protestations passionnées qu'une femme n'entend jamais sans être flattée et remuée, quel que soit l'homme qui lui en adresse l'hommage ; il est, dis-je, naturel de supposer que ces entretiens renouaient et resserraient la chaîne d'une liaison brisée à son début.

On s'en aperçoit, on suit pas à pas les progrès rapides de cette liaison renaissante, à travers les lettres de plus en plus enamourées de Comte, celles de plus en plus tendrement affectueuses de M^{me} de Vaux.

C'est au lendemain d'une de ces entrevues que nous pouvons constater qu'Auguste Comte est repris, et repris tout entier :

« A chaque suspension quelconque de mon travail, votre chère image revient doucement s'emparer de moi ; et loin de nuire ensuite à ma méditation, elle la soutient et l'anime. C'est en vous invoquant à votre *autel*, que j'ai plus d'une fois senti surgir mes meilleures inspirations. Aussi ai-je déjà souhaité de pouvoir librement répandre à vos pieds des larmes délicieuses de reconnaissance et de joie. (26 août.) »

A cette déclaration si passionnée, Clotilde de Vaux n'oppose plus un front sévère. Elle ne proteste plus contre ces sentiments d'adoration que ses rigueurs n'ont pu détruire. Elle ne cède pas encore, mais elle est assurément touchée comme elle ne l'avait été jamais :

« Je voudrais avoir un cœur aussi sain que le vôtre à mettre dans notre association de sentiments ; soyez sûr toutefois que je sens bien vivement vos bontés, et que je vous en tiens tout le compte possible. J'aurai à causer avec vous... Nous nous verrons mercredi, et puis je vous verrai ou je vous écrirai après. Je vous tends la main tendrement ».

Quel chemin franchi depuis les premières lettres d'il y a quatre mois ! M^{me} de Vaux est visiblement entraînée par cette passion contre laquelle elle a en vain lutté, qu'elle a voulu tuer et qui semble, au contraire, s'être fortifiée par les blessures qui lui étaient faites.

Malgré tout, rien ne permettait de prévoir, chez une femme aussi mesurée dans ses sentiments, aussi en garde contre toute surprise du cœur, et qui n'a jamais senti et ne ressentira jamais pour Auguste Comte qu'une respectueuse et en quelque sorte filiale affection ; rien ne faisait prévoir l'étrange proposition que, cinq jours après cette dernière lettre, elle se décide à lui adresser :

« Je ne veux pas que vous redeveniez malade ou malheureux à cause de moi. Je ferai ce que vous voudrez. La tendresse que vous me témoignez et les qualités élevées que je vous connais m'ont attachée sincèrement à vous et amenée à réfléchir sur nos deux sorts. J'ai essayé de débattre intérieurement les questions sur lesquelles je vous ai souvent fait jeter un voile. Je me suis demandé comment, dans une situation comme la mienne, on pouvait s'approcher le plus près du bonheur ; et j'ai fini par penser que c'était en se confiant à une affection solide.

« Depuis mes malheurs, mon seul rêve a été la maternité : mais je me suis toujours promis de n'associer à ce rôle qu'un homme distingué et digne de le comprendre. Si vous croyez pouvoir accepter toutes les responsabilités qui s'attachent à la vie de famille, dites-le-moi et je déciderai de mon sort...

« Il y a des convenances que je désire respecter ; mais avant de m'étendre davantage sur ces matières, il faut que j'aie votre opinion sur le point capital. Écrivez-moi, et avec toute la raison

